TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste

MENSUEL – N° 9 – Mai 1983 – 6,00 F

ISSN 0754-281 X

Unité

1ER MAI 83

COMBATTRE LES PATRONS ET LA DROITE

RIPOSTER A L'AUSTERITE

SOUTENIR LE TIERS-MONDE

DEFENDRE LA PAIX

Les lecteurs nous écrivent

ET EUX, QU'EST-CE QU'ILS EN PENSENT?...

Les lecteurs de *Travailleurs*, on a tendance à les imaginer actifs sur le terrain, dans le syndicat, l'association de locataires, politiquement éclairés...Militants jusqu'aux bouts des ongles. Il en existe d'autres, encore trop peu. Ouvriers, paysans ou autres, ils représentent une masse de gens dont les avis et les critiques sont tout aussi précieux, pour nous, que les plus élaborées des analyses.

Là-bas, dans la petite fermette bourbonnaise, coincée entre les champs et les bois où j'ai couru étant gosse, *Travailleurs* trône près de la télé, soigneusement rangé. Comme *La Montagne*, le journal régional, il est lu avec attention de la première à la dernière page. Alors, eux, qu'est-ce qu'ils en pensent de *Travailleurs*? *« C'est bien »* disent-ils. Mais, je sens bien que derrière cette affirmation brute, il y a une foule de questions, d'incompréhensions... Une moisson de commentaires bien plus fouillés, même si mal exprimés. Un sol fertile qui ne demande qu'à produire. Nos propositions pour la campagne des municipales, qu'est-ce qu'ils en pensent? Adhésion quasi complète, et ce n'est pas simplement une réponse polie... Il y a l'exemple de Montcombroux, leur commune, son unique usine, les anciens paysans ruinés devenus ouvriers ... et les problèmes de gestion. Il y a aussi la droite qui redresse la tête et qui utilise des jeunes, pas plus « mauvais » pourtant que d'autres, pour sa campagne... L'attrait d'un billet de 500F suffit quelquefois quand on traîne son chômage depuis des mois. Ce que dit *Travailleurs* sur les mesures gouvernementales, l'austérité, le chômage... ou ses trop rares articles agricoles, ça les intéresse aussi. A côté de ça, il y a un flot d'analyses ou d'informations qui leur passent au-dessus de la tête. *« Trop compliqué »* disent-ils. Il suffit, bien souvent, de franchir une frontière pour que ça le soit... Malgré tout, ils l'affirment, *« on y apprend des choses »*. C'est l'essentiel...

A.Z.

BLABLABLA...

(...) Récemment dans ma section syndicale (CFDT), j'ai été amené à mettre à l'ordre du jour l'appel à voter pour la gauche au deuxième tour et il me fallait être particulièrement convaincant du fait de la politique d'austérité du gouvernement qui, pour les camarades de ma section, est (à juste titre, d'ailleurs) un repoussoir, du fait que les changements tant espérés ne sont pas venus. Bref pour préparer mon intervention, j'ai été amené à relire les édito., les articles traitant des municipales, la brochure, les PCML-Flash (qui sont classés dans ma section) et, déception, je n'y ai trouvé que... du blablabla, des exhortations toute verbales, voire gratuites, même si justes, à battre la droite et combattre l'austérité. Pas une seule fois, on a lié cette position (juste sur le fond, je le répète) à un support, une analyse...celle de la défensive, de la disposition des forces (fractions politiques et classes sociales). J'ai donc dû préparer une intervention qui, si elle n'a pas convaincu tout le monde, a marqué beaucoup de camarades parce qu'elle dépassait le blablabla. (...)

Mes besoins sont : **Articles économiques** : nouvelles solidarités et tout ce qui tourne autour, l'article de Marc Perrin dans le n°2 de l'édition mensuelle était insuffisant. Nous savons tous ce que solidarité en système capitaliste veut dire, mais nous devons travailler nos réponses, sophistiquer nos analyses, les approches idéologiques. Car aujourd'hui, c'est à un discours idéologique, politique, économique sophistiqué de la social-démocratie auquel nous avons droit (cf. Rosanvallon dans *Libé.*). **Les communistes en mouvement** : avoir un discours approprié selon que l'on est à la CFDT ou qu'on s'adresse à un militant CGT-PCF, n'est pas évident. **Immigration** : face à la campagne raciste de droite et de gauche, le parti doit être à l'avant-garde et apporter des réponses marxistes. **Mécanismes économiques** : les lois Auroux avec des aspects importants d'intégration; contrats de solidarité, une béquille de plus pour le capital; articles sur les derniers développements de la course aux armements. (...)

Le format et la présentation magazine ne sont pas à mon goût. Je ne trouve pas qu'il n'y a pas assez de photos. Je préfère la formule plus austère de l'édition mensuelle (janvier à juin 82). Les voyages à l'intérieur des associations continuent à prendre trop de place. Ce qui pouvait être justifié avant l'est moins aujourd'hui. (...)

J-P. Z

SOMMAIRE

Editorial 3
Austérité : la logique infernale 4-5
Ça s'est passé 6
Campagne anti-immigrés 7
Patronat 8-9
Fonction publique et décentralisation 10-11
Conseils d'ateliers 10-11
Dans la vie des travailleurs 12
Congrès CGT-Métallurgie 13-14-15
Le CNAL :
interview de Michel Bouchareissas, secrétaire général 16-17-18
Médecine : un mouvement qui tourne mal? 19
Le monde en bref 20
Allemagne : conséquences d'une élection 21
L'URSS et le Tiers Monde 22
Palestine-Liban 23
Amérique centrale contre les bruits de bottes . 24-25
Parlons ensemble :
des choix gouvernementaux 26-27-28-29
avec A. Krivine (LCR), S. Depaquit (PSU), P. Bauby et C. Granot (PCML)
Chanson-musique-cinéma 30-31
Mai 68 32

Ont participé à ce numéro : *Pierre Bauby, Gilles Carpentier, Claude Dhalluin, Camille Granot, François Larguier, Claude Liria, Claire Masson, Alain Sangouard, Serge Senez, Robert Vallot, Thomas Zek.*

Joint à ce numéro, les abonnés reçoivent notre supplément *« Documents »*. Ce mois : *« Réalités de l'immigration »*. Les lecteurs peuvent nous le commander : 3,00 F.

EDITORIAL

Ce 1er Mai 83 jettera-t-il une petite lueur dans la grisaille des derniers mois, parce que, cortèges rassemblés, travailleurs et militants de toutes organisations syndicales et politiques au coude à coude, nous y dirons, nous y crierons nos exigences et nos espoirs? Cette unité-là aura-t-elle des lendemains? Saurons-nous les imposer? Permettra-t-elle aux travailleurs de peser de toutes leurs forces rassemblées? Il est temps, grand temps, d'agir tous ensemble. Car la situation est dangereuse; droite menaçante et austérité renforcée imposent une RIPOSTE UNIE ET VIGOUREUSE.

La droite, à l'occasion des dernières municipales, a su regrouper les mécontentements et infiltrer le venin xénophobe et raciste; elle use de toutes ses armes dans la presse, dans l'appareil d'Etat, dans les milieux financiers et économiques, pour revenir en force et imposer un ordre de régression sociale à la Reagan ou à la Thatcher. Le patronat, à l'offensive lui aussi, veut encore et toujours plus de passe-droits fiscaux, d'aides non contrôlées et prétend multiplier ses profits au bénéfice d'un consensus de classes tant espéré, que Gattaz a baptisé le 18 avril *« consensus autour des entreprises »*. Il faut COMBATTRE LES FORCES DU CAPITAL ET DE LA DROITE, au quotidien : défendre pied à pied le pouvoir d'achat des travailleurs et les emplois, s'opposer au consensus à l'entreprise, imposer l'égalité des droits entre tous les travailleurs, français et immigrés, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes.

Cela nécessite que le gouvernement change de politique. Il a choisi l'austérité et sa logique infernale. Il n'y a pas de « bons objectifs » d'un côté et de « mauvais moyens » de l'autre, mais une stratégie économique et politique qui aboutit, qu'on le veuille ou non, à faire payer les travailleurs. Non, l'austérité n'est pas fatale. Une autre politique est possible, qui rompe avec les contraintes du marché impérialiste mondial et avec la logique du profit et de la concurrence capitalistes (voir pp. 4 et 5). Une telle politique, audacieuse et novatrice, qui prenne appui sur les aspirations ouvrières et populaires, trouverait écho dans le pays et améliorerait le rapport de forces en faveur du camp des travailleurs contre celui du capital et de la droite. Ce 1er Mai, et après, il faut RIPOSTER AUX MESURES D'AUSTÉRITÉ POUR LES TRAVAILLEURS, faire entendre une voix puissante et unanime qui impose d'autres choix gouvernementaux.

Des centaines de millions d'hommes et de femmes dans le monde courbent le dos sous le joug de nos propres patrons, des mêmes multinationales américaines, allemandes et françaises qui nous exploitent et les exploitent, qui les affament et pillent les richesses de leurs pays. Et si l'unité se faisait contre nos exploiteurs communs? Si elle se renforçait avec ceux qui luttent pour leur indépendance et leur liberté, les armes à la main, au Salvador, en Palestine, en Afghanistan, au Cambodge? Si elle se resserrait davantage avec ceux qui se battent dans les colonies françaises que sont les DOM-TOM pour que soit reconnu leur droit à l'indépendance? Si elle s'établissait de manière concrète avec les peuples et pays du Tiers Monde qui se battent pour leur indépendance économique, pour un nouvel ordre économique mondial? Un potentiel gigantesque de luttes existe contre la poignée d'exploiteurs et d'oppresseurs à l'échelle mondiale, potentiel susceptible de faire basculer le vieux monde capitaliste, si tant est que les peuples soient solidaires.

Comme existe une force considérable constituée de tous ceux qui aspirent à la paix et se battent pour la défendre, pour écarter la menace grandissante de guerre que fait peser la rivalité des deux superpuissances sur le monde entier. Que les deux grands fauteurs de la tension et surarmés, réduisent en premier lieu leurs arsenaux nucléaires et conventionnels et cessent leurs essais nucléaires. Ce sont là des exigences de bon sens susceptibles de mobiliser et de rassembler le plus grand nombre.

Deux ans après le 10 mai 1981, le désarroi et les interrogations traversent les rangs ouvriers et populaires. Il faut s'en expliquer, bien sûr. Il faut agir aussi. Des objectifs clairs du mouvement ouvrier, que le 1er Mai symbolise, sont plus que jamais d'actualité : combattre les patrons et la droite, agir ensemble, travailleurs français et immigrés contre le racisme, refuser le consensus de classes, combattre l'austérité qui touche les travailleurs, être solidaire avec les peuples en lutte et le Tiers Monde, défendre la paix et agir pour l'unité de tous les travailleurs. Le 1er Mai 1983 permettra-t-il de se saisir de ces objectifs pour renverser la vapeur en faveur des travailleurs? Quant à nous, nous y œuvrerons de toutes nos forces ce jour-là et tous ceux qui suivront.

Camille GRANOT

L'austérité : une logique infernale

Depuis l'annonce des nouvelles mesures économiques du gouvernement, certaines questions sont au cœur des débats des militants du mouvement ouvrier : s'agit-il de rigueur ou plutôt d'austérité ? est-ce fatal ? quelle autre politique mener ?

L'objectif du plan gouvernemental est d'annuler d'ici fin 1984 le déficit extérieur et de réduire à 8% cette année et à 5% l'an prochain la hausse des prix, en diminuant la consommation intérieure par l'augmentation des impôts et des tarifs publics et la réduction des dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale.

RIGUEUR OU AUSTÉRITÉ ?

Les politiques d'austérité mises en œuvre ces dernières années aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et dans les autres pays capitalistes occidentaux, visent à amputer sérieusement le pouvoir d'achat des travailleurs, diminuer les dépenses de « protection sociale », restaurer les profits des entreprises les plus rentables et soutenir les secteurs faisant preuve de compétitivité, accorder la priorité à la lutte contre l'inflation. Le principal résultat en a été une augmentation considérable du chômage (cf. encadré).

C'est cette logique, même si pas avec la même intensité, qui anime la politique gouvernementale depuis le changement d'orientation intervenu en juin 1982, avec l'accentuation actuellement décidée. Présentant le plan gouvernemental à l'Assemblée nationale, Jacques Delors précisait qu'il entraînerait une croisssance nulle, une diminution de 1% de la consommation populaire et une augmentation d'au moins 100 000 chômeurs cette année. Même si le gouvernement ne parle que de rigueur, même s'il continue à mettre l'emploi parmi ses objectifs, les faits sont là : c'est la logique de l'austérité qu'il a retenue et qu'il développe.

Logique qui conduit à s'en prendre sans cesse davantage au pouvoir d'achat et aux intérêts des travailleurs. Jacques Delors vient de le préciser au Sénat : *« Si le coût du dollar reste aussi élevé, nous devrons faire un nouvel effort d'ajustement de notre politique économique. »* Il n'y a pas d'un côté de « bons » objectifs du gouvernement et de l'autre des moyens qui seraient mauvais ou inadaptés. C'est l'orientation même de la politique gouvernementale qui est en cause.

L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS FATALE

Si l'on en croit le gouvernement, l'austérité serait fatale et tiendrait à la politique américaine contre laquelle il serait impossible d'agir : *« Il n'est pas question d'envoyer une flotte aux Etats-Unis comme aux Malouines. Personne n'a en France le pouvoir d'extraire notre pays du contexte international. Notre économie, il ne faut jamais l'oublier, est interdépendante. »* (Jacques Delors au Sénat).

En attendant un changement de la politique américaine, les travailleurs n'auraient donc qu'à subir l'austérité, à se serrer la ceinture et à accepter la baisse de leur pouvoir d'achat.

Il n'y a, en fait, de fatalisme que si, comme l'a choisi le gouvernement dès le départ, on accepte d'inscrire son action dans les règles et lois du marché impérialiste mondial. Il devient dès lors impossible de mener une politique radicalement différente de celle des autres pays.

Ce choix s'explique par le fait que les capitaux français espèrent en profiter quelque peu. Le dollar est, en effet, un instrument privilégié pour les placements spéculatifs et les investissements des groupes impérialistes français, privés comme nationalisés, à l'étranger. L'agressivité des groupes impérialistes américains, japonais, allemands sur le marché français va de pair avec l'agressivité des groupes français sur les marchés étrangers.

L'acceptation des lois et règles du marché impérialiste mondial est liée à celle des lois et règles du système capitaliste en France même. Dès le départ le gouvernement a situé son action dans ce cadre. Il a choisi de laisser intact l'appareil d'Etat bourgeois et d'inscrire son action dans le cadre de la Constitution de la Ve République, instrument de domination du capital financier. Il en vient aujourd'hui à utiliser une des dispositions les plus antidémocratiques de cette Constitution, les ordonnances. L'action du gouvernement est guidée par la volonté de concilier l'inconciliable, le capital et le travail, de mettre en œuvre un consensus entre bourgeoisie et prolétariat.

Mais, dans les faits, cela a conduit le gouvernement à agir de plus en plus en faveur des capitaux et de leur redéploiement : augmentation des aides et subventions aux entreprises, exonérations de charges, reculs sur certaines réformes comme les droits des travailleurs, la démocratisation du secteur public, les 35 heures. Ni les investissements, ni les créations d'emploi n'ont suivi. Au contraire, la spéculation, l'exportation des capitaux se sont développées, toujours à la recherche du profit maximum.

« Les entreprises doivent retrouver des marges de manœuvre. Pour faire payer les riches, il y a des limites à ne pas dépasser. Il n'est pas possible de casser les ressorts de notre société pluraliste » vient d'affirmer Jacques Delors au Sénat, affirmant bien clair qu'il n'est pas question de s'en prendre au système capitaliste et aux profits.

L'austérité est bien une logique infernale, de soumission sans cesse croissante à l'impérialisme et au capitalisme.

DES RUPTURES NÉCESSAIRES

Sortir de cette logique, mettre en œuvre une politique nouvelle favorable aux travailleurs de notre pays comme aux peuples du Tiers Monde, ayant comme but la satisfaction des besoins populaires, à commencer par l'emploi, et le soutien à l'effort de développement du Tiers Monde, implique de s'en prendre aux intérêts impérialistes, y compris ceux de l'impérialisme français, d'entreprendre un certain nombre de ruptures.

Il n'est pas de politique nouvelle sans s'attaquer à la domination du dollar, à l'agressivité des multinationales américaines, japonaises ou allemandes sur le marché intérieur, aux exportations de capitaux et aux placements spéculatifs. Ceci implique des mesures ayant pour conséquences la rupture d'avec l'impérialisme, la remise en cause des rapports de domination de la France à l'égard du Tiers Monde.

Cela passe par la négociation d'accords bilatéraux avec des pays ou groupes de pays, reposant sur l'égalité et les avantages réciproques, et incluant le règlement des échanges en francs et monnaies de ces pays sans recours à des monnaies intermédiaires ; la possibilité de pratiquer le troc ; la suppression des tarifs douaniers français sur les produits de ces pays ; le développement de transferts technologiques leur permettant l'accession aux brevets ; des prêts sans intérêt de la France proportionnels au volume des échanges.

En France même, des mesures radicales sont nécessaires : taxer les exportations de capitaux et les placements spéculatifs ; contrôler sérieusement les prix, les marges et les plus-values à tous les niveaux, de la production à la distribution ; augmenter sensiblement les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages, les plus-values importantes, et, au contraire, améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs, en particulier celui des bas et moyens salaires comme celui des petits et moyens paysans ; contrôler l'utilisation des aides publiques aux entreprises afin que celles-ci se traduisent effectivement par les investissements favorisant la création d'emplois et une production fondée sur les besoins populaires et ceux du Tiers Monde.

Un tel processus nécessite l'intervention, la mobilisation, l'action des travailleurs. Tout le monde, dans la gauche, reconnait aujourd'hui cette nécessité. Mais cela ne se décrète pas. Cela repose sur la prise en compte de leurs aspirations et revendications et non sur la remise en cause de leurs intérêts, l'austérité et sa logique infernale.

Pierre BAUBY

REAGAN : LA LOGIQUE POUSSEE A L'EXTREME

Pour Reagan, la cause de la crise se trouve dans tout ce qui a altéré le fonctionnement du capitalisme libéral, en particulier l'intervention sociale de l'Etat. Aussi, pour renforcer la puissance économique des USA, il faut restructurer en profondeur. Tout a été mis en œuvre pour éliminer les entreprises les moins rentables et soutenir de manière plus massive et plus sélective les champions de la compétitivité. Conséquence : 11,4 millions de chômeurs, plus de 10% de la population active, un Américain sur six si l'on tient compte du chômage partiel, près de 20% de la population noire. Cette purge a entraîné une baisse de 8,2% de la production industrielle en 1982.

Autre objectif, la baisse substancielle du pouvoir d'achat des salaires et les coupes sombres dans les dépenses sociales, en particulier de formation, d'assistance médicale, d'allocations de chômage. Des écoles ferment, les queues s'allongent devant les soupes populaires. Sous la menace de fermeture des entreprises, on impose des baisses de salaires ou l'allongement de la durée du travail sans augmentations.

Une telle politique a permis une baisse sensible de l'inflation et la restauration des profits des entreprises. Elle va de pair avec une politique monétaire et financière de taux d'intérêt élevés et de dollar cher pour faire financer par les autres pays le déficit budgétaire et les investissements des entreprises américaines et exporter la crise sur les pays européens et les pays du Tiers Monde.

JUSTICE... A SUIVRE; INJUSTICE SUIVIE!

Vous souvenez-vous? Le 18 octobre 80, Marseille quartier Nord, un contrôle de police et Houari Ben Mohamed est assassiné. Il avait 17 ans! Nous avons mainte fois témoigné, pris parti.

Et ce n'est toujours pas fini. « L'affaire» est toujours aux mains de la justice qui ne semble pas, dans ce cas précis, avoir beaucoup changé. Et il y aurait de quoi hurler à la lecture de la convocation reçue par la famille (partie civile), ne serait-ce sa peine et son désir de justice soutenu par de nombreux antiracistes. En effet, Jean-Paul Taillefer, le CRS assassin, comparait, le 11 mars 83 à la cinquième chambre du Tribunal correctionnel de Marseille, *« pour avoir, à Marseille, le 18/10/80, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement causé un homicide sur la personne du nommé Houari Ben Mohamed. »*

Alors, bien sûr, la famille continue la lutte et, avec son avocat, va plaider l'incompétence du tribunal et réclamer les Assises. Ils demandent le soutien de tous leurs amis. Alors soyons présents le 11 mai à 8h15 au Tribunal correctionnel de Marseille, pour réclamer le renvoi aux Assises; envoyons des télégrammes de soutien. La justice doit aboutir. Assez de crimes racistes impunis! A Marseille, comme ailleurs, il nous faut réagir et barrer la route au racisme grandissant.

Correspondante Marseille

ÇA S'EST PASSE

CET ÉTÉ, JE VAIS A CANJUERS

A l'annonce des mesures gouvernementales accompagnatrices de la dévaluation, à en croire les marchands de voyage, une seule est vraiment inacceptable pour les Français : la limitation à 2000 F en devises par an et par personne pour les séjours touristiques à l'étranger.

A la veille du grand rush vers le soleil et les plages, c'est la catastrophe nationale...surtout pour les agences de voyage.

Et d'y aller du couplet sur la « liberté » et, plus grave, les réductions de personnel qui ne manqueraient pas de survenir, si... Propos entendus...

Si les Français sont toujours limités à 2000 F de devises, des arrangements ont été conclus pour les pro. du voyage organisé. Ce n'est pas encore cet été qu'ils seront sur la paille...

Evidemment, cette mesure est intolérable... Parce qu'elle touche, avant tout, les vacanciers populaires. Ceux qui ont durement économisé pour connaître d'autres horizons, chose légitime. Ceux qui voyagent en classe « first » ou en jet privé, ont tout moyen de tourner la loi.

Intolérable aussi, parce que, comme les autres mesures, elle est à l'opposé d'une politique qui prendrait l'argent là où il est (voir nos propositions).

Mais, il ne faudrait pas oublier qu'une majorité de Français ne peuvent pas se payer de vacances, même à Vaison-la-Romaine. Ni oublier qu'une majorité d'immigrés ou de ressortissants des DOM-TOM, vu les tarifs pratiqués par les compagnies aériennes, restent des années sans revoir leur famille.

Pince-sans-rire, le gouvernement propose, pour pouvoir loger tous les estivants cet été, l'ouverture des forêts domaniales (sans structure d'accueil) et des camps militaires... Pourquoi pas transformer la décharge de Roumazières en camping?!

APPRENEZ-LEUR LE CANIVEAU!

Depuis plus d'un mois, on est à leur recherche. Bernique!

Les déchets de Sévéso se sont évaporés dans la nature (parlez pas de malheur!), entre Vintimille et quelque part en Europe. Des enquêtes, sans grands résultats notables, ont été ouvertes un peu partout. Un joli cadeau empoisonné à souhait pour les débuts gouvernementaux de la camarade Bouchardeau...

Sur le sol français, on recensait en 1978, 62 dépôts de saloperies industrielles, tous plus ou moins polluants les uns que les autres (atmosphère, eaux souterraines), sans compter les dépôts « non-officiels » (la légalité en la matière paraît un tantinet élastique) et ceux qui se sont sans doute rajoutés à la liste... Allez donc retrouver deux petites tonnes de déchets gentiment saupoudrés de Dioxine dans un pareil « merdier » !

La société Hoffman-Laroche, responsable de la catastrophe écologique de Sévéso, se retranche derrière la paperasse —tout a été fait légalement.

Les autorités italiennes s'en lavent les mains, bien contentes d'en être débarrassées.

Paringaux, le transporteur indélicat, se retranche derrière le « secret professionnel »...

Saura-t-on un jour où ont été déposés ces déchets maléfiques, au demeurant pas plus dangereux qu'un tas d'autres résidus chimiques « stockés » sans précaution?

Quoi qu'il en soit, cette affaire aura eu le mérite de poser le problème du stockage et de l'élimination des déchets industriels. Profits obligent... les industries « modernes », à l'instar de nos amis à quatre pattes, ont tendance à déposer leurs étrons chimiques un peu n'importe où. Il serait peut-être temps de leur apprendre le caniveau!

RÉOUVERTURE DE LA CHASSE AU FACIES?

Dans la nuit du 19 au 20 avril, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi abrogeant et révisant certaines dispositions de la loi « Sécurité et Liberté ». Auparavant, le Sénat était passé par là, apportant quelques amendements pas piqués des vers au projet de loi (prolongation de la garde à vue jusqu'à 4 jours dans certains cas, doublement des peines en cas de délit commis par des condamnés bénéficiant d'une « conditionnelle » ou d'une permission de sortie,...).

« Amendements » repoussés par l'Assemblée.

A côté de dispositions positives (jours d'amende, peine de travail d'intérêt général,...) un aspect de la nouvelle loi fait froid dans le dos.

Le climat sécuritaire a joué...

Les contrôles d'identité, dont on pourrait utilement épiloguer sur l'efficacité, loin d'être assouplis sont renforcés.

La police pourra prendre empreintes digitales et photographies de *« toute personne à l'égard de laquelle existe un indice faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction, ou qu'elle fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire »*.

Formulation on ne peut plus floue, permettant toutes les interprétations possibles.

Et la flicaille de France est virtuose en la matière. Pour être suspect, il suffit bien souvent d'être jeune ou immigré... La conjugaison des deux étant une preuve certaine de culpabilité.

Le Parti socialiste, en votant cet amendement, donne un permis de chasse au faciès aux gardiens de la paix et de l'ordre...

Une seule consolation, lorsqu'on sera accosté par un flic, on pourra toujours, sans commettre un outrage, lui dire : *« Tu veux ma photo? »*...Enfin, on peut toujours essayer...

Claude DHALLUIN

Vue imprenable sur la décharge de Roumazières (Charentes). Là aussi il y avait de la Dioxine, entre autres joyeusetés, mais c'était pas la bonne... C'est beau, les espaces verts!

Après l'attentat à la Cayolle à Marseille (nuit du 13 au 14 mars) : un enfant est mort!...

JUPPÉ AU CRÉNEAU

Immigrés = délinquance: cet amalgame a fait les beaux jours de la campagne de la droite pour les municipales. Il continue à sévir (1).

Il est celui qui a sans doute le plus de résonnance dans une période de crise où le chômage, les difficultés financières prolongées et aggravées pour les familles populaires, les sombres perspectives offertes à la jeunesse dans son plus grand nombre, sont le terrain permanent à la délinquance quotidienne, quand s'étalent par ailleurs richesses provocantes, abondances inaccessibles, publicités tapageuses.

Ce terrain, bien cultivé par les apôtres de l'autodéfense, a déjà produit bien des mauvaises herbes. Les bavures sont déjà suffisamment nombreuses pour mettre en lumière la lourde responsabilité de ces allumeurs d'incendie. Les victimes : parfois le fils abattu par son propre père...Des immigrés, mais pas toujours loin s'en faut, tant il est vrai que ce mal, la délinquance, est partagée, inégalement, il est vrai.

La grande délinquance, le crime de sang, sont en proportion plus français qu'immigrés.

La délinquance en « col blanc » (escroqueries financières, malversations, détournements de fonds, etc.) encore bien plus.

La petite délinquance n'est, en proportion pas moins le fait de Français que d'immigrés; ces derniers par contre sont plus souvent condamnés et emprisonnés.

Mais sa répartition est inégale : les grandes villes en souffrent plus que les campagnes ou les villes plus petites; et les régions, villes, quartiers, accueillent inégalement des populations immigrées. D'où des réalités différentes qui peuvent être ressenties de diverses manières. Sur cette réalité, à coup de généralisations mensongères ou de falsifications, les allumeurs d'incendie peuvent présenter une cible plus intéressante et efficace (compte tenu des intérêts qu'ils servent) que celle que constituerait, par exemple, la jeunesse des quartiers populaires en général; immigration = délinquance, donc.

JUPPÉ, C'EST BONNET-BIS!

Le discours d'un Alain Juppé, un des seconds de Chirac, vendredi 16 avril à la télévision face à Françoise Gaspard, était une parfaite illustration (quoique savamment emballée : Juppé n'est pas Le Pen) du chemin sur lequel la droite veut ainsi réorienter les choses.

Après avoir « démonté » l'argumentation de Françoise Gaspard (disant qu'à Dreux, avec ses 20% d'immigrés, la délinquance n'était pas spécialement développée et même plutôt faible) d'un simple *« Dreux n'est pas la France »*, il usait du XVIIIe arrondissement de Paris comme d'une évidence pour conclure qu'*« immigration = délinquance »*; plus précisément immigration clandestine, une restriction en fait fort utile pour la suite de son développement.

En résumé : 1— plus de contrôle à l'intérieur du pays (« Defferre refoule bien certes, mais il n'expulse plus » : pensez, avec la nouvelle loi qui fait de l'expulsion une affaire de justice et non plus administrative!); 2— une politique d'insertion apparemment pour ceux qui auraient la nationalité française (c'est bien le moins!); 3— une politique de retour, que Juppé n'a pas eu le temps de développer mais qu'on n'a pas de mal à imaginer, au moins pour tous ceux que le chômage au moment du renouvellement de leur carte ou un quelconque trouble à l'ordre public auraient mis en situation irrégulière... Juppé, c'est Bonnet-bis!

Il est vrai que pour ces gens-là, une situation qui a pu aider les immigrés O.S de Talbot-Poissy, de Citroën-Aulnay, ceux régularisés, à conquérir un minimum de dignité, de liberté, ça ne va pas! Ça ne va pas s'il n'y a plus l'épée de Damoclès du contrôle policier et de l'expulsion pour que les immigrés se tiennent tranquilles et soient contraints d'accepter les conditions que voudront bien leur faire leurs employeurs!

Après Bonnet, Peyrefitte... On sait que c'est le chemin de la « démocratie restreinte », chère aux Giscard, Barre, Chirac et compagnie. Libertés réduites pour tous les travailleurs : syndicales, individuelles, d'expression, de manifestations... Leur voie pour sortir de la crise. Cette voie n'est pas définitivement fermée, que la droite revienne ou que le gouvernement actuel, de rigueur en rigueur, se laisse repousser vers ce genre d'ornière.

En ce 1er Mai, fête de tous les travailleurs et (cette année plus que les précédentes) de leur unité, il est bon de ne pas oublier, de bien mesurer aussi sous cet angle, l'importance de l'unité entre Français et immigrés, différemment mais également victimes d'un système à abattre.

Gilles CARPENTIER

(1) Deux récentes émissions télévisées sont venues y contribuer. Leur thème : la délinquance. Y étaient présentés cinq jeunes délinquants, tous bruns de peau... comme par hasard!

Mais, attention, le MRAP, qui avait introduit un référé contre ces émissions a été débouté : parmi les cinq jeunes, il y avait un Français d'un département d'outre-mer. Cela a suffi au juge.

Demandez notre spécial-documents : Réalités de l'immigration — 3,00 F —

«Chacun pour soi, tous contre nous»

Nous travaillons pour eux. Nous leur apportons une richesse qu'ils trouvent légitime puisque ce sont eux, disent-ils, qui nous permettent de travailler et de vivre. Ils font la Une de l'actualité par la pression permanente qu'ils imposent au gouvernement. Ils réclament toujours plus haut, «plus de liberté» et encore «plus de liberté» pour sauver leur entreprise, leur économie, et surtout leurs profits. Plus de liberté pour nous exploiter. Ce sont nos patrons. Attachés à conserver, avec hargne, la moindre parcelle de leur pouvoir —qui est grand— ils sont les adversaires, et même les ennemis de classe des travailleurs. Qui sont-ils? Comment sont-ils organisés? Au fond, nous les connaissons mal.

A chaque patronat, sa classe ouvrière... et vice-versa. On peut même dire que c'est la capacité de la classe ouvrière à s'organiser et à lutter qui détermine l'organisation patronale.

Ainsi, alors que dans notre pays, la classe ouvrière s'était donné sa première organisation moderne en 1895 avec la CGT, il faut attendre 1919 pour voir apparaître le précurseur de l'actuel CNPF. C'est la CGPF (Confédération générale de la production française).

LE PATRONAT S'ORGANISE POUR RÉPONDRE À LA CLASSE OUVRIERE

Clémentel, ministre du Commerce de l'époque, a participé activement à la création du syndicat patronal en assouplissant la législation sur le droit d'association. Son objectif avoué était bien d'unifier le patronat face à la CGT. Auparavant, quelques comités de branches existaient déjà, le Comité des Forges depuis 1864, l'UIMM (métallurgie, mines et construction mécanique) depuis 1901.

Dès le départ, la CGPF s'organise suivant le même modèle que les ouvriers. En 1936, elle compte 27 fédérations professionnelles et 4 000 organisations primaires.

Mais l'organisation patronale est plus difficile, du fait de l'individualisme. Nous sommes à l'époque du «patron de droit divin». Il existe aussi, déjà, une profonde coupure entre les patrons des grands groupes et ceux des PME.

Après la grande victoire ouvrière que sont les accords de Matignon en 1936, le patronat prend conscience de sa relative faiblesse organisationnelle. La CGPF se transforme. Elle change de nom et devient la Confédération générale du patronat français. Elle améliore la discipline dans ses structures locales et régionales, et crée un service social pour apprendre aux patrons à traiter avec leurs salariés. Là encore, on peut dire que l'évolution patronale n'est qu'une réponse au dynamisme ouvrier.

Parallèlement, le patronat chrétien avait éprouvé le besoin de se donner une organisation propre (parce que la CFTC était née en 1919?). En 1926, il crée le CFPC (Centre français du patronat chrétien) qui donne lui-même naissance aux CJP (Centre des jeunes patrons) en 1938. Il deviendra l'actuel CJD (Centre des jeunes dirigeants).

UNE PUISSANTE MACHINE DE GUERRE

La CGPF se relève mal de la guerre, car une grande part des patrons a collaboré avec l'occupant, et Pétain, qui a interdit les organisations ouvrières, a maintenu les organismes directeurs de la confédération patronale. Ce sont les petites organisations qui se relèvent les premières : le CJP réapparaît, le CGPME se constitue à cette époque (1944). Mais elles resteront très minoritaires.

Les gouvernements se suivent et se ressemblent au moins sur un point, puisque c'est de Gaulle lui-même qui donne un coup de pouce à la renaissance d'une grande organisation patronale nationale. Sans doute, là encore, réponse à l'organisation ouvrière, CGT en tête, qui sort grandie de son attitude héroïque dans la résistance. En 1946, Georges Villiers devient le premier président du CNPF (Conseil national du patronat français). A quelque chose près, celui que nous voyons agir aujourd'hui.

Le CNPF regroupe tous les secteurs d'activités par ses 85 fédérations, sauf l'artisanat et l'agriculture. 66 fédérations d'industrie et 18 de services, qui rassemblent à elles toutes plus d'un million d'entreprises. Comme il existe aussi une structure horizontale de 163 unions patronales territoriales (par ville, département ou région), directement ou indirectement, aucune entreprise n'échappe à l'influence du CNPF. Ces relais territoriaux gèrent et contrôlent les services inter-entreprises offerts aux patrons, comme assistance aux entreprises en difficultés, gestion du 1% logement, de la formation, de la médecine du Travail, etc. Depuis 1977 et du fait de la crise, chaque union patronale a été dotée d'un délégué des entreprises pour l'emploi (DEPE) qui sert d'intermédiaire avec l'ANPE. Au niveau national, le pouvoir se partage entre le président (Yvon Gattaz aujourd'hui), élu pour 5 ans, et le Conseil exécutif de 35 membres, élus pour 3 ans. 25 sont des représentants des professions, 5 des unions régionales et 5 à titre personnel sur proposition du président. En dessous, l'Assemblée générale de 535 membres (380 pour les professions, 120 pour les unions professionnelles et les 35 du Conseil exécutif) qui est l'organe législatif et définit, une fois par an, les grandes lignes d'action. C'est elle qui élit président et Conseil. A côté l'Assemblée permanente de 215 membres sert de lien et de consultation entre le conseil et les membres, et se réunit tous les mois. Autres organes permanents : la Commission de politique générale et la Commission sociale. Chacune dirigée par un vice-président (Yvon Chotard pour la seconde, Guy Brana pour la première). Toutes deux travaillent en liaison avec les 5 directions générales (services économiques, affaires sociales, affaires régionales, études législatives et information).

On le voit, c'est une véritable machine, lourde et complexe, que ce CNPF. Son rôle? Représenter les patrons — *«Tous les patrons»* dit Yvon Gattaz — dans les négociations nationales ou régionales. C'est aussi, surtout depuis 68, là encore sous la pression du mouvement ouvrier, donner des moyens aux adhérents patronaux de mieux s'armer pour la véritable guerre sociale qu'ils mènent, pour la compétitivité d'un côté, c'est-à-dire entre eux, contre les salariés d'un autre côté pour garder leur pouvoir et continuer la politique économique qui leur apporte les profits maximum.

L'ÉGOISME POUR DOCTRINE

Le profit maximum : voilà bien le leitmotiv commun à tous les patrons du monde. Il ne caractérise pas notre patronat, donc. Ce qui le caractérise, c'est comment y arriver.

Ce bref historique du CNPF peut montrer déjà deux choses : d'abord le patronat français a mis très longtemps à accepter l'idée de son organisation*. C'est peut-être une des raisons qui expliquent le retard fréquent de notre industrie pour les technique modernes, le vieillissement de l'appareil productif. Quand ils se sont organisés, les patrons ont pensé d'abord à faire poids contre les salariés et à faire pression sur le gouvernement. Admettons que dans les deux, ils sont vraiment forts! Mais c'est là aussi leur deuxième point faible : un refus épidermique à engager le dialogue avec les organisations syndicales des travailleurs. La plupart du temps dans les périodes de conflits importants, aussi bien en 1936 que trente ans plus tard, en mai 68, il a fallu tout le poids de la médiation du gouvernement pour qu'une négociation puisse s'ouvrir.

Aujourd'hui, l'attitude patronale de refus systématique des lois Auroux semble montrer que la leçon historique n'a toujours pas été tirée. Pour le patronat français, la classe ouvrière reste globalement corvéable à merci et sans droit à la parole. Que dirons-nous du pouvoir?

Il semble même que l'agressivité patronale a augmenté ces dernières années. En tout cas, n'est-ce pas ainsi que nous pouvons interpréter la soudaine progression de ce petit syndicat patronal, le SNPMI, créé en 1977 d'une scission du CGPME? Ce syndicat de petites entreprises a choisi comme axe *«les PMI crèvent»* et comme solutions, supprimer toutes charges sociales et en découdre avec la CGT, principale *«fauteuse de troubles»*. C'est la violence patronale sans masque. En septembre 82, il rassemblait une manifestation de plusieurs milliers de patrons. Du jamais vu! Plus inquiétante encore, sa progression aux élections prud'homales : 14,68% (contre 2% en 1979) et cette réponse à un sondage récent : 34% de tous les patrons interrogés considèrent que c'est lui qui défend le mieux les petites entreprises...

Claire MASSON

*** Encore aujourd'hui 62% des patrons pensent que ce sont eux-mêmes qui peuvent le mieux défendre leurs intérêts, 15% les organisations professionnelles.**

Notre journal ne peut vivre que de votre soutien, votre abonnement

PCML Flash — TRAVAILLEURS

Je m'abonne pour :

6 mois : 80,00F ☐ soutien : 100,00F ☐
12 mois : 150,00F ☐ soutien : 200,00F ☐

Nom .....
Prénom .....
Rue .....
Ville .....
Code postal .....

Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. 1 an : 100 Frs. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT.

NOUVEAU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DECENTRALISATION

Le nouveau statut de la Fonction publique a suscité bien des espoirs, s'opposant dans la lettre aux projets de la droite de réduction du nombre de fonctionnaires et de limitation de leurs droits.

Il faut cependant demeurer vigilant sur ces questions, tant que ne seront pas connus les textes réglementaires concernant les différenciations entre les différents niveaux territoriaux (communes, départements, régions, Etat) d'une part, et compte tenu, d'autre part, de ce que fait apparaître à ce jour la mise en œuvre de la réforme de décentralisation.

1 — UN DANGER RÉEL D'ÉPARPILLEMENT DES FORCES POUR LES TRAVAILLEURS

Le rattachement des différents fonctionnaires ou assimilés à des services désormais distincts selon qu'ils relèvent de l'une ou l'autre des collectivités locales, ou bien de l'Etat central, implique l'accroissement des différences au niveau des situations concrètes des conditions de travail, des salaires, etc. ... cela implique également un éparpillement géographique.

Enfin, ces travailleurs qui avaient à ce jour en face d'eux une direction unique, selon qu'ils seront rattachés à des services locaux, départementaux, régionaux ou nationaux, auront à faire à autant de directions différentes...

C'est ce que met particulièrement en évidence la mise en œuvre de cette nouvelle répartition au sein du corps des fonctionnaires de l'équipement.

Cela est aggravé par le fait que, contrairement à ce qui peut être l'optique générale, le recrutement des auxiliaires se poursuit, mais sur concours, et que leur titularisation tarde à venir.

2 — UN DANGER DE RECRUTEMENT A L'AMÉRICAINE

Le fait que les responsables suprêmes, au niveau des collectivités territoriales, du recrutement et de la gestion des personnels, soient des élus locaux, renforce le danger de clientélisme, renforce la tentation pour les élus de recruter des personnels sur des critères politiques. Les récents licenciements survenus dans plusieurs mairies passées à la droite aux dernières municipales montrent que ce danger est bien réel. (A Nîmes, par exemple, 5 employés municipaux titulaires d'un contrat de 6 ans ont été remerciés, leur salaire continuant à leur être versé pendant 6 ans.)

3 — UN DANGER DE REMISE EN CAUSE DU STATUT DE 1946

L'extension du statut général de la Fonction publique territoriale est un acquis qui peut être positif. Cela dépend toutefois des textes à venir concernant les distinctions qui existent entre les différents niveaux.

Si les statuts des travailleurs des collectivités territoriales étaient sensiblement différents de ceux des fonctionnaires d'Etat, très proches de l'actuel statut des personnels communaux, ce qui est tout de même une forte probalité, cela impliquerait à terme une gigantesque restructuration de la Fonction publique, avec pour corollaire une révision à la baisse du statut pour une grande majorité des fonctionnaires français.

En effet, non seulement les personnels locaux seraient affiliés à ce statut, mais une large partie des fonctionnaires des différents corps de l'Etat serait rattachée aux différentes directions locales, départementales ou régionales.

Dans un deuxième temps, ils seraient progressivement remplacés au fur et à mesure de leur départ en retraite par des personnels bénéficiant du nouveau statut de la Fonction publique version collectivités territoriales ce qui aurait pour ultime résultat l'existence en France d'un corps extrêmement réduit de fonctionnaires d'Etat, et l'existence parallèle de différentes catégories de seconde zone, au statut sensiblement moins avantageux.

Ce serait enfin — pour la bourgeoisie — la liquidation dans les faits de ces trop nombreuses cohortes de fonctionnaires bénéficiant du statut conquis à la Libération.

On pourrait dans ce cas se demander si ce que Giscard voulait faire de façon un peu trop brutale, le PS ne l'aurait pas réussi en douceur...

Que cela se réalise ou non dépend de la vigilance et de la mobilisation des travailleurs, et, en premier lieu, de la vigilance et du sens des responsabilités des principaux dirigeants des fédérations syndicales de fonctionnaires.

François LARGUIER

ART.8. — Les services extérieurs de l'Etat ou parties de services extérieures chargés à titre principal de la mise en œuvre, soit d'une compétence attribuée au département ou à la région en vertu de la présente loi ou de la loi prévue au deuxième alinéa de l'article 4, soit d'une compétence relevant actuellement du département ou de la région, seront réorganisés dans un délai de deux ans à compter de la publication de la loi relative aux garanties statutaires accordées au personnel des collectivités territoriales, prévue par l'article 1er de la loi n°82-213 du 2 mars 1982 précitée, pour permettre leur transfert à l'autorité locale concernée.

CONSEILS D'ATELIER : EXPRESSION OU INTEGRATION ?

Quelle utilisation? Quels dangers? Nombreux sont, à l'heure actuelle, les militants qui se posent ces questions vis-à-vis de la loi Auroux portant sur *« l'expression directe et collective des travailleurs »*, en particulier dans les entreprises du secteur public et nationalisé que le gouvernement semble vouloir utiliser comme tremplin pour leur application.

De fait, la question n'est pas simple. Loi ouverte par excellence, prétendant réunifier *« la collectivité de travail »*, son interprétation fait au contraire surgir des enjeux, des intérêts diamétralement opposés. En dernier recours, c'est le rapport de forces qui fera pencher la balance d'un côté ou de l'autre...

Travailler autrement, donner son avis sur ce qu'on fait : cette double volonté émerge chez les travailleurs, comme en témoignent les revendications mises en avant dans de nombreux conflits depuis plusieurs années. Elles traduisent un refus croissant de l'organisation actuelle de la production.

Face à cette émergence, chacun a apporté la réponse qui correspondait à ses intérêts de classe. Le patronat d'abord, qui à travers l'expérimentation des « cercles de qualité », entendait, en instituant une expression très limitée des salariés sur les conditions et le contenu de leur travail, récupérer cette aspiration en restreignant son expression au maximum. Les organisations syndicales, CGT et CFDT, qui, par delà leurs différences, comptaient s'en saisir afin de développer et d'approfondir l'influence et l'organisation des travailleurs dans l'entreprise, leur capacité de contre-propositions face aux choix patronaux.

Dans ce contexte, où se situe la présente loi qui prétend réunifier les deux positions précédentes? Mais d'abord cette « réunification » est-elle possible?

De nombreux patrons du privé refusent purement et simplement d'en entendre parler, criant à la *« soviétisation de l'entreprise »*, niant aux travailleurs tout droit d'expression. Quant au CNPF, il a lui aussi, quoiqu'en termes plus nuancés, exprimé son opposition à la loi.

C'est donc dans le secteur public et nationalisé que s'effectuent les premières expérimentations de la loi, vraisemblablement sous l'impulsion du gouvernement. C'est donc là que peuvent être à l'heure actuelle, dégagées les contradictions qui lui sont inhérentes, au vu de ces premières tentatives.

La loi stipule l'institution d'un droit *« à l'expression directe et collective »* pour tous *« sur le contenu et l'organisation du travail »* ainsi que sur *« la définition et la mise en œuvre d'actions destinées à améliorer les conditions de travail dans l'entreprise »*. Cette expression se fera sur la base d'une unité de travail (équipe, bureau...). Que les travailleurs aient leur mot à dire sur les tâches qu'ils effectuent, voilà qui constitue un progrès par rapport à la situation antérieure.

Mais la loi, en ne précisant pas les conditions d'application, et prenant pour base l'unité de travail sans tenir compte des rapports de production, laisse une grande latitude aux directions d'entreprise pour en limiter les conséquences bénéfiques aux travailleurs.

Ainsi, si ces derniers pourront tous théoriquement exprimer leur avis, celui-ci sera purement consultatif, à charge ensuite à la hiérarchie d'en tenir compte ou pas.

D'autre part, les discussions porteront exclusivement sur le contenu et les conditions de travail d'une unité donnée. Tous les protocoles d'accord proposés aux organisations syndicales stipulent qu'en seront exclues les questions portant sur le statut du personnel ou les objectifs généraux de l'entreprise.

Il y a là risque de constitution d'une unité factice au niveau d'un atelier, d'un bureau, etc., pour défendre les intérêts de « son » groupe au détriment de l'organisation effective sur l'ensemble de l'entreprise, qui se fonde sur l'affrontement de projets globaux, reflétant les intérêts d'ensemble des différentes couches de salariés.

En rester à un niveau local, c'est finalement se condamner à aménager au mieux dans son atelier les conséquences de choix fondamentaux dont les travailleurs seront toujours exclus. Qui plus est, les groupes d'expression seront largement charpentés par la hiérarchie qui sera chargée de leur organisation et de la transmission des avis qui s'y exprimeront.

Certes des critiques pourront surgir dans de telles réunions contre les responsables, mais rien ne garantit qu'elles seront prises en compte. Le pouvoir de contrôle s'avère donc bien mince.

A contrario, l'importance du rôle accordé à la hiérarchie ne va-t-elle pas bloquer l'expression et favoriser les opinions qui vont dans son sens? Ne va-t-elle pas amener un renforcement en douceur de son influence, en la faisant apparaître moins en tant que « chef » que comme défenseur de l'unité du groupe et de ses intérêts locaux?

Les groupes d'expressions ne risquent-ils pas également de court-circuiter les modes de représentations collectives déjà existants (syndicats, CE, CHS, DP...)? Ce serait certainement une position de repli frileux que de répondre par l'affirmative. Certes, leur mise en place nécessitera des militants des réponses nouvelles. Elle les interpellera sur le développement de la démocratie et de la syndicalisation, pour à la fois permettre d'écouter les multiples avis qui s'exprimeront et orienter correctement le débat. Mais est-ce là une mauvaise chose?

On aurait tort de sous-estimer dans quel contexte cette loi est adoptée et l'esprit de ses promoteurs. 1981 n'est pas 36 ou 45 et certains en attendent de « nouvelles relations sociales » où la politique contractuelle se substitue à l'affrontement de classes. Il y a bien là des éléments de la mise en place d'un consensus de classes, d'autant que dans la conjoncture présente, le rapport de forces n'est pas en faveur des travailleurs. Mais, en dernière analyse, quelles que soient les limites que veulent imposer les directions, ces groupes d'expression seront ce qu'en feront les travailleurs. Structure d'intégration au fonctionnement de l'entreprise ou support à la mobilisation?

Thomas ZEK

● SIDÉRURGIE : RÉVISION EN BAISSE ?

« Il faut être lucide : le plan doit être recalé. » : c'est ce que déclarait le 11 avril M. Lévy, Pdg d'Usinor.

Le plan gouvernemental prévoyait une production de 24 millions de tonnes à l'horizon 1986, ce qui supposait pour la première année qu'il couvrait (1983) 20 millions de tonnes. Or, pour le premier trimestre, elle serait inférieure de 20% à celle du premier trimestre 1982, année où la production totale a été de 18,4 millions de tonnes.

Quant aux emplois, ce plan prévoyait d'en supprimer environ 10 000, avec l'engagement qu'il n'y ait pas de licenciements. Le Pdg de Sacilor, Claude Dollé a trouvé plausible une hypothèse de 20 000, voire 30 000 suppressions !

Au niveau de l'Europe, les plans actuels des différents pays de la communauté programment une réduction de capacité de production de 16 à 17 millions de tonnes, dont 4 à 5 millions pour la RFA, autant pour la France, 3 millions pour l'Italie. La commission européenne estime que c'est très insuffisant : il faudrait, selon elle, réduire d'au moins 25 millions de tonnes... La crise n'est vraiment pas finie dans la sidérurgie.

En fait, la production a chuté de 16% en 1982, par rapport à 1981, pour l'ensemble des pays capitalistes industrialisés (OCDE). Elle est tombée à son niveau de 1946 aux USA, de 1972 au Japon (même au Japon...). La demande intérieure de ces pays a, quant à elle, baissé de 14%. Y a-t-il une meilleure illustration de l'anarchie de la production capitaliste dont le développement, ayant pour seul moteur le profit maximum, conduit à ce genre de gâchis : la capacité d'une production que le marché ne peut consommer, non faute d'en avoir besoin, mais faute d'en avoir les moyens.

● LE PLAN GATTAZ

Yvon Gattaz, du CNPF, s'est paraît-il senti compris du président de la République lors de l'entretien qu'il a eu récemment avec lui.

On avait cru sentir, en effet, que ces derniers temps les lamentations du CNPF sur les « charges qui pèsent sur les entreprises » étaient de mieux en mieux entendues du côté du gouvernement, ce qui n'est pas réjouissant pour les travailleurs qui voient, eux, les charges se faire de plus en plus lourdes au fil des jours.

M. Gattaz a-t-il aussi été entendu sur sa « revendication » d'assouplissement du droit de licencier et des contraintes horribles qui, jusque dans l'entreprise, entravent l'initiative patronale, condition selon Gattaz pour que les patrons embauchent? (Ce qui, paraît-il, est aussi leur souci numéro un). Voilà qui ne serait pas réjouissant non plus...

En tout cas, le patronat ne se sent ni gêné ni limité dans ses initiatives pour développer sa propagande et ses conceptions dans les entreprises : il va y lancer une grande campagne d'information auprès de ceux qui y travaillent, et, à la rentrée, vers l'opinion sous la forme d'une opération portes-ouvertes (dans 5 000 entreprises). Du jamais vu... A croire qu'il y a un enjeu là-dessous...

Il y a des syndicalistes, un peu rêveurs, qui croient que le pouvoir dans l'entreprise, eux et les travailleurs devraient en avoir un peu aussi. Voilà de quoi leur faire comprendre où est le pouvoir et où sont les exécutants dont le destin se décide chez les décideurs. Ah s'il n'y avait pas ces syndicats (certains syndicats), cela serait certes bien mieux compris et le patronat pourrait « travailler en paix ».

● CHIFFRES

Nombre de chômeurs fin mars : 2 017 100 ; 3% de moins que fin février (0,3% en données corrigées ; 2,38% de moins qu'en mars 1982) ; 274 800 demandes d'emplois enregistrées dans le mois à l'ANPE : 2,5% de moins qu'en février... La France est donc à contre-courant sur ce point dans le monde des pays industrialisés. Bien...

N'oublions pas toutefois ce que cela représente deux millions de chômeurs, et voyons aussi d'autres chiffres plus inquiétants.

La durée moyenne, qui atteint plus de 9 mois et demi, continue à augmenter ; le nombre d'allocataires de fin de droit est de 221 198 fin mars : 14,5% de plus que le mois précédent, 61,1% de plus qu'en mars 1982.

De même la durée moyenne d'attente des demandes placées ou annulées qui dépasse maintenant 7 mois (près d'un mois de plus en un an).

Quant au nombre d'offres d'emploi déposées à l'ANPE, il a baissé (76 900 en janvier, 58 100 en mars) après une année 1982 en hausse.

Or, il n'est guère question d'accélération de l'activité économique : Jacques Delors, commentant les mesures gouvernementales a annoncé le contraire, avançant par ailleurs des prévisions de chômage supplémentaire correspondant.

Par ailleurs, plus de 200 000 personnes sont parties en préretraite (à 55 ans et plus) par les contrats de solidarité.

Le mal s'enracine et les perspectives sont bien sombres.

● SOLIDARITÉ

Dimanche 12 avril à Quimper : plus de 5 000 personnes sont venues à la vente sauvage organisée par les ouvriers des faïenceries Henriot. 176 travailleurs dont l'emploi est menacé, la société ayant été mise en règlement judiciaire après le dépôt de bilan le 8 avril.

C'était pourtant du vite préparé (et néanmoins interdit la veille par le juge des référés). Ce fut un vrai succès.

Ce genre de solidarité n'est peut-être pas très nouveau, mais bon sang, ça fait du bien.

Ils ont écrit sur le mur (et en breton) : *« Quimper ne sera plus Quimper sans ses pots de terre »*. On pourrait ajouter Quimper solidaire, c'est le pot de fer et ça se casse moins facilement.

Bien sûr, c'est une petite boîte, là en plein milieu d'une ville, depuis si longtemps ; un produit si typé... Ce n'est pas toujours si simple, si clair ; mais c'est tout de même un bon exemple.

● KILLY, CE N'EST PAS TOUT BON

Cadences triplées en 4 ans, mépris, insultes, humiliations quotidiennes. C'est le prix de l'Oscar de l'exportation reçu en décembre dernier par le patron de cette usine de Chaumont-en-Vexin, fabrique de vêtements de ski. O.S. et femmes ; 105 d'entre elles (elles sont 450) sont en grève depuis le 29 mars. Femmes, immigrés... pour des O.S., la dignité, c'est la lutte. Le nom du patron : Jean-Claude Killy. Killy, ce n'est pas tout bon !

Gilles CARPENTIER

31e CONGRÈS CGT METALLURGIE 9-13 AVRIL 83 St OUEN

Percuté par l'austérité

Se tenant du 9 au 13 avril, deux semaines après l'annonce des mesures gouvernementales, le 31e Congrès de la Fédération CGT des travailleurs de la Métallurgie revêtait une incontestable importance.

Dans un secteur de longue tradition, particulièrement secoué par de profondes transformations, où se sont déroulés les principaux conflits de ces dernières années, ce Congrès ne pouvait manquer d'être un reflet riche de la façon dont la classe ouvrière vit et affronte les difficultés actuelles et la façon d'abord, bien sûr, dont les militants de l'une des principales fédérations de la CGT, de très loin la plus influente dans sa branche, ressentent les nouvelles conditions politiques, mettent en œuvre les orientations de leur centrale.

LE POULS DES MÉTALLOS

Comment en effet combattre les aspects jugés négatifs, antipopulaires souvent très vigoureusement par les délégués dans leurs interventions et appréciés également comme tels par la direction fédérale, de la politique du gouvernement, certes sans favoriser une revanche de la droite, mais sans concessions sur les intérêts des travailleurs, sans faire figure de « syndicat de gouvernement » ?

Comment mobiliser les travailleurs, élargir leur intervention active que ces mesures gouvernementales ont plutôt tendance à décourager, dans les ateliers, les entreprises, si au plan national le syndicat s'en tient à la critique verbale, voire peut donner le sentiment de reculer sur ses options revendicatives ?

Quelques interventions ont d'ailleurs critiqué sous cet angle les contre-propositions confédérales du 2 avril (comme acceptant le recul du pouvoir d'achat).

Inversement, quel écho, quel sens, à un mot d'ordre national sans mobilisation dans les entreprises ?

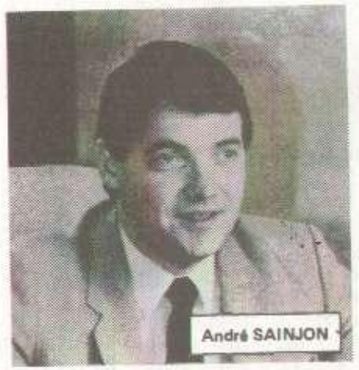
Le débat sollicité le lundi 11 au matin sur ces questions d'actualité par André Sainjon, a témoigné vivement du mécontentement et de la volonté d'agir des militants. Une proposition d'action préconisant en particulier un arrêt de travail de 24h. le 10 mai fut très vigoureusement applaudie.

C'est, en fin de compte, une journée d'action nationale à l'entreprise le 21 avril qui fut proposée le lendemain et acclamée par le Congrès. Il y a là, certes, le souci de bien cibler les directions d'entreprises, le patronat (poursuivre *« la bataille pour que ça change vraiment dans les entreprises »*) et de faire en sorte que *« tous les travailleurs dans leur diversité puissent intervenir », « en utilisant toutes les formes d'actions possibles »*. Mais est-ce bien une réponse aux préoccupations des militants concernant les mesures gouvernementales ?

Au-delà de ces « questions d'actualité », combien importantes, le Congrès, placé sous le triple mot d'ordre *« défendre, organiser, bâtir »*, devait se préoccuper de construire, d'être force de propositions, d'un syndicalisme intervenant dans la conception des systèmes de production, de l'organisation du travail, sur les investissements...

MUTATION DIFFICILE

C'est ce qu'Henri Krasucki appelait au 41e Congrès confédéral à Lille, la *« démocratie économique »* et qu'André Sainjon traduisait dans son rapport d'ouverture en ces termes : *« Produire autrement, travailler autrement, intervenir autrement : ce sont les questions de l'heure. C'est cela l'enjeu qui est aujourd'hui posé à ce pays. »* C'est une des caractéristiques de la voie que préconise la CGT pour le changement, pour contester et réduire le pouvoir économique capitaliste, donc en même temps élargir celui de la classe ouvrière avançant ainsi sur la voie de son émancipation... Assez peu de répondant sur ce terrain.



André SAINJON

André Sainjon, en conversation de déjeuner, estimait d'ailleurs à cinq ans le temps qu'il faudrait pour que l'ensemble des militants arrive à bien se situer dans ce genre de perspective.

Sur ce sujet, il avait souligné dans son rapport d'ouverture l'importance des nationalisations, qui *« expriment la volonté de combattre la puissance des monopoles capitalistes, (...) de défendre l'indépendance nationale, (...) de mettre en œuvre une politique de transformation économique et sociale s'inscrivant dans une stratégie de développement de la démocratie »* (700 000 métallos – sur 2 400 000 – sont maintenant dans le nationalisé). André Sainjon ajoutait : *« L'essentiel reste encore à faire pour que les potentialités que représentent les nationalisations deviennent réalité pour vaincre les difficultés et les résistances qui se manifestent... »*

C'est, en tout cas, le peu de changements survenu dans ces entreprises qu'ont surtout souligné les délégués des secteurs concernés.

A noter, d'ailleurs, que les deux passages du rapport qui l'emportèrent de loin à l'applaudimètre furent celui où, après avoir salué les luttes d'Aulnay, Poissy, Flins, il stigmatisait *« la campagne raciste, haineuse et xénophobe de la droite politique »*, et celui où il dénonçait les cotisations toujours versées au CNPF par les entreprises nationalisées.

31e CONGRÈS CGT METALLURGIE
9-13 AVRIL 83
St OUEN

COMMENT ETRE « LE SYNDICAT DE TOUS ET DE CHACUN » ?

Quant au développement du syndicat (préoccupation majeure dans tout congrès syndical), André Sainjon en désignait certains obstacles extérieurs comme la baisse des effectifs dans la métallurgie (300 000 en sept ans selon l'INSEE), l'image donnée de la CGT *« laissant entendre aux travailleurs que l'adhésion à la CGT, c'est un acte aliénant, une perte partielle ou totale de liberté, de pensée et d'action »*, etc. Mais aussi des obstacles intérieurs : esprit de bastion, vie syndicale étroite, délégation de pouvoir... *« Avons-nous pris toute la mesure du bouleversement social et professionnel qui, en quelques années, s'est produit dans la métallurgie? Je crois que non »* ajoutait-il. Ou bien *« n'a-t-on pas décollé de l'aspect social, revendicatif qui fait le pain quotidien de l'organisation syndicale? »*.

Ces propos souvent entendus ces dernières années à la CGT (notamment à Lille) désignent sans aucun doute des obstacles bien réels à une « CGT de tous et de chacun ». La perte d'influence mesurée aux dernières élections prud'homales avait été attribuée, par le bureau confédéral de la CGT, parmi bien d'autres raisons, à une certaine méconnaissance des positions réelles. Méconnaissance, incompréhension, désaccord... Cette réflexion n'a pas trouvé de prolongement à ce Congrès. Plusieurs délégués ont, en tout cas, fait état de la perception, par de nombreux travailleurs, de la CGT comme « syndicat de gouvernement » et qui semblait accepter aujourd'hui ce qu'elle n'aurait pas toléré hier...

Les extraits d'interventions suivants ne peuvent que donner un aperçu du débat.

Gilles CARPENTIER

EXTRAITS D'INTERVENTIONS

● Parmi les premiers intervenants, Raphaël Garcia d'Usinor-Montataire voit des contradictions dans les réactions de la CGT aux mesures gouvernementales : elle propose d'abord de s'en prendre aux grandes fortunes, à la spéculation, aux fuites de capitaux, etc., puis les contre-propositions présentées le 3 avril par Henri Krasucki acceptent en fait que soit touché au pouvoir d'achat d'*« un ouvrier professionnel travaillant en continu, d'un cadre technicien, d'un couple d'O.S... »*.

« Ce plan de rigueur n'est pas juste... Il faut le combattre... sinon on va chausser les pantoufles du recentrage, des nouvelles solidarités. »

Pour la sidérurgie, il voit *« nos plans percutés par ceux d'Usinor et Sacilor qui vont être revus en baisse au détriment de l'emploi. » « Usinor nous appartient!... C'est toujours l'UIMM qui commande! »* Il s'inquiète de *« la cassure de la filiation avec les traditions de classe du fait des départs à 55 ans. »*

● Pour J.P. Maguet de Dresser-France, *« rien n'est possible sans l'exercice quotidien de la démocratie syndicale et ouvrière »*. Il parle du système des questionnaires d'enquête, du bulletin d'information diffusé chaque semaine sans exception depuis 1969, de la lutte menée pour la levée des sanctions et embargo américain contre Dresser, dans l'unité avec la CFDT et parfois la CGC. *« On est très attaché à l'unité d'action... »*

Il pose le problème de l'indépendance technologique et des contradictions que cela soulève : *« Dresser exporte plus de 80% et produit sur brevets étrangers... Ça ne se fera pas du jour au lendemain. »*

● Christian Lamalle de Vernier-Syderic à Nice (machine-outil) explique la lutte menée pour le maintien d'une production dans son usine (la direction voulait l'expatrier à Taïwan), leur document *« Et maintenant parlons gestion »* fait avec des travailleurs et qui a été bien accueilli. Par rapport aux mesures gouvernementales, *« les protestations verbales ne suffisent pas... Donner un coup de semonce n'est pas vouloir le retour de la droite »*.

● Laurent Aguerri de Renault-Billancourt : *« Nous avions décollé des réalités et des changements qui s'y produisaient... On avait des schémas passe-partout, des recettes toute faites, on a renforcé la délégation de pouvoir. En deux ans, on avait perdu 14% aux élections. Il fallait recoller en bas, vite et bien... On a commencé à se regarder dans la glace sans complaisance. On a défini une ligne avec l'activité de masse comme but et moyen. »* Il parle de la consultation à laquelle 15 000 travailleurs ont répondu, des succès remportés (salaires, droits nouveaux...). Plus 7% aux dernières élections (70% dans le premier collège). 3 500 cartes... c'est le résultat.

● Pour Jean-Luc Descamp de la SAT à Riom (63), il y a un paradoxe. *« Depuis 1981, les travailleurs sont sur la défensive; les contrats de solidarité sont utilisés pour restructurer, récupérer des acquis, réaménager le temps de travail au détriment des travailleurs. »*

● Alain Guilbert de Solmer Fos-sur-Mer fait part des inquiétudes liées à la baisse d'activité. L'arrêt d'un haut-fourneau a entraîné 3 jours de chômage technique par mois... Dans ces conditions où il estime à 25% la perte du pouvoir d'achat depuis 1976 dans son entreprise, le mécontentement et la colère grondent sur les mesures gouvernementales.

● Joël Pechereaux de l'USTM de Charente-Maritime parle de la chute de 12 000 à 8 000 (en 6 ans) des effectifs de la métallurgie; de Peugeot (la plus grosse boîte) où l'implantation de 1980 a été décimée par la répression et où l'influence est tombée de 34% alors à 8% en 1982; de la lutte pour que les locaux exceptionnels de la CIT-Alcatel redeviennent un site industriel. Quant aux mesures gouvernementales, il dit : *« Il faut mettre en échec le plan d'austérité de gauche, pas seulement en protestant verbalement. »* Il signale *« l'embarras des militants face aux travailleurs qui disent : on allait dans la rue pour bien moins. On ressent une crise de confiance qui se manifeste lors des élections professionnelles. »*

● Roland Guivarch, pour la coordination Alsthom-Atlantique, constate que dans son groupe (nationalisé), la direction (dont le Pdg Desgeorges) a les mêmes objectifs qu'avant 1981. *« Pas une ligne n'a été changée au plan de 5 ans établi fin 80, plan tourné vers l'extension du groupe à l'étranger. »*... La répression continue. Les poursuites contre les responsables cités en justice pour les actions de 79-80 sont maintenues... *« Il y a des manœuvres de dénationalisation »*, ainsi le portefeuille des actionnaires divers est passé de 17,5% à 25%.

Bien sûr les luttes de l'automobile, plus généralement celles des O.S. en particulier immigrés, mais aussi femmes, ont pris une grande place dans ce Congrès : Renault, Talbot, Citroën, Chausson-Gennevilliers, Montupet, Peugeot, SNAE-Amiens... Le sujet à lui seul mériterait développement. Elles ne sont certainement pas étrangères à la montée au bureau et au secrétariat fédéral (toujours dirigé par André Sainjon) du secrétaire de l'USTM de Seine-St-Denis, Francis Gregory... ■

MUTATIONS DANS LA METALLURGIE

Extraits du projet d'orientation et d'action

Pour la métallurgie, les 2,4 millions de travailleurs sont avant tout : 680 000 O.S., 840 000 O.P., 300 000 employés, 440 000 agents de maîtrise et techniciens, 205 000 ingénieurs et cadres.

Ils sont en même temps : 560 000 femmes, 350 000 jeunes de moins de 25 ans, 250 000 immigrés.

C'est aussi près de 350 000 travailleurs dans les garages dont nous n'avons pas la répartition professionnelle. (...)

Nous pouvons prendre en considération quatre grandes données :

En premier, la montée rapide du nombre de techniciens, ingénieurs et cadres qui de 1969 à 1980 sont passés de 475 000 à 645 000. (...)

En second, la croissance du nombre de femmes dans la métallurgie de 60 000 dans la même période alors que dans les autres catégories sociales et professionnelles, nous étions confrontés à des stagnations ou à des chutes.

La plus grave de ces chutes est apparue chez les jeunes de moins de 25 ans qui, de 530 000 en 1975, ne sont plus que 350 000 en 1980. (...)

Une troisième donnée, tout aussi importante au plan social et politique, c'est la montée ultra-rapide du nombre de retraités et de préretraités, qui dans les années à venir est appelée à se maintenir à ce haut niveau*. (...)

* 800 000 actuellement.

Extraits du rapport d'André Sainjon

Il y a quelques années encore, le paysage était connu, sa configuration était claire et, somme toute, assez stable :

—d'un côté, quelques grands établissements, quelques grandes usines localisées dans des branches dites traditionnelles : industrie lourde, automobile et dans des lieux « classiques » : le Nord, l'Est, la région parisienne, la Rhône-Alpes;

—d'un autre côté, un tissu de PME diversifiées, enracinées pour la plupart dans leur environnement local ou régional.

En une décennie, ce paysage a été profondément bouleversé :

—d'une part, (...) à côté de la constitution et de l'extension des grands monopoles industrialo-financiers, on a assisté à une forte croissance de la taille moyenne des établissements.

A titre d'exemple, on enregistre aujourd'hui 350 établissements de plus de 1 000 salariés, 800 établissements de plus de 500 salariés contre, respectivement, à peine 100 et 400 en 1974.

—d'autre part, ce mouvement de concentration-centralisation a aspiré les PME, dont le tissu a été profondément remodelé et restructuré.

(...) La plupart de ces entreprises ont vu leur fonctionnement et leur existence même complètement soumis à la logique du développement des monopoles.

(...) On a vu croître à grande vitesse des activités nouvelles.

C'est ainsi que dans l'électronique en particulier, nous sommes passés de 10 000 salariés en 1964 à plus de 450 000 aujourd'hui. Dans le même temps, nous avons vu décliner d'autres industries sous les coups du redéploiement sauvage.

Le fonctionnement des entreprises s'est modifié, notamment leur type de gestion, y compris social, les conditions de leur production avec la marche forcée imposée par le patronat vers l'informatisation, l'automatisation. (...)

Comité National d'Action Laïque

LA LAICITE AUJOURD'HUI

Ils étaient 250 000 au Bourget, pour le Centenaire de l'école laïque le 9 mai 1982. Le chiffre mérite attention. Seul grand rassemblement populaire depuis mai 81, le rassemblement du Bourget a surpris, y compris ses organisateurs. Depuis longtemps, la laïcité, thème mobilisateur des années 50, n'avait tant rassemblé. Riposte aux 100 000 partisans de l'école libre à Pantin du 24 avril, les 250 000 du Bourget étaient porteurs d'exigences positives quant à l'école, notamment celle d'une SEULE école pour tous, quelles que soient la religion et l'origine des enfants. Question dépassée? Nullement, quand on sait que sur les 13 millions d'enfants et jeunes scolarisés, 2 millions fréquentent l'école privée — à 95% catholique — canal privilégié de la diffusion des idées de droite dans le pays. L'acharnement actuel de la droite pour défendre l'école privée et ses privilèges (la collectivité la finance mais ne la contrôle pas) en dit long, très long sur l'enjeu. Dépassé, le combat laïque? Sans nul doute, la «guerre scolaire», le discours traditionnellement anticlérical ne sont plus de mise. La laïcité, pour être en prise sur la réalité de 1983, se doit de répondre aux grands problèmes actuels : la discrimination de l'école de classe, quels que soient les efforts des maîtres, faite aux enfants des travailleurs, celle que subissent à l'école les enfants des travailleurs immigrés. Le CNAL, coordinateur d'organisations liées à l'école, anciennes, puissantes, voire pesantes, dans son combat contre le dualisme scolaire, est traversé par des interrogations et aspirations nouvelles. Raison supplémentaire pour notre «voyage» de ce mois.

Camille GRANOT

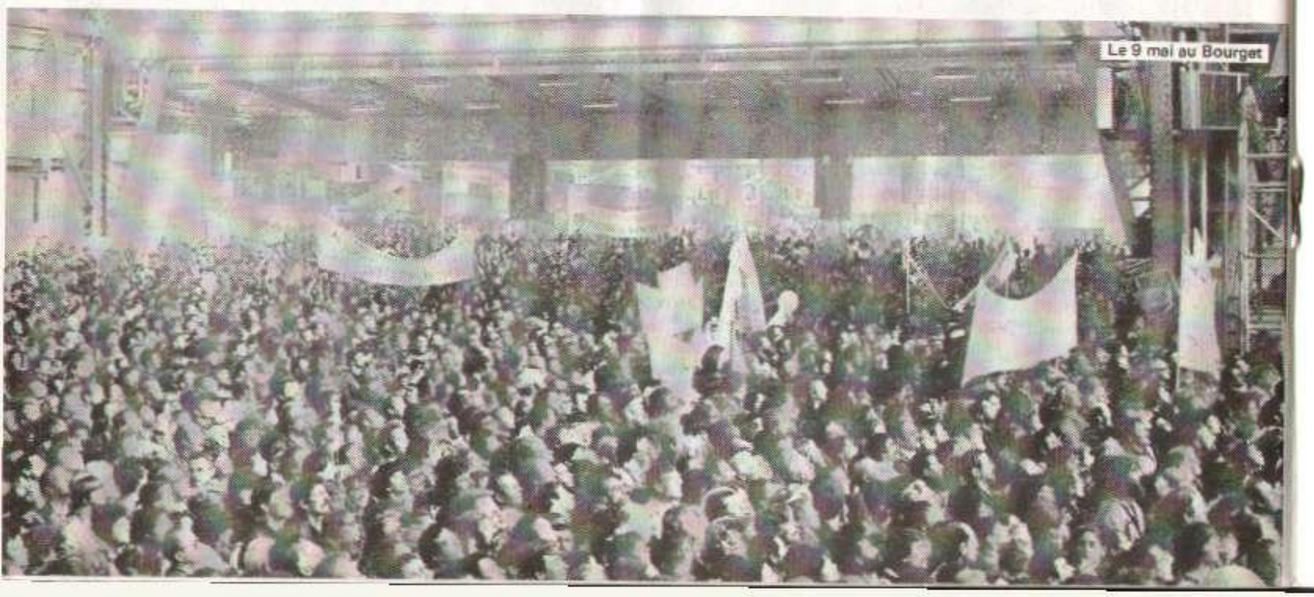
SIGNES DISTINCTIFS

Le CNAL (Comité national d'action laïque) regroupe cinq organisations : la FEN (Fédération de l'Education nationale); le SNI-PEGC (Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège); la FCPE (Fédération nationale des conseils de parents d'élèves); la Ligue française de l'Enseignement et de l'éducation permanente; la Fédération nationale des délégués départementaux de l'Education nationale. Les décisions sont prises à l'unanimité des organisations constitutives.

En 1959, le CNAL organise la riposte à l'offensive de la nouvelle Ve République gaulliste contre le système scolaire laïque et en faveur de l'enseignement privé (loi Debré de 1959 qui élargit la brèche déjà ouverte par la loi Barangé de 1951).

En mai 1972, le CNAL, lors d'un Colloque, définit son objectif : *« L'Université laïque et démocratique, résolument placée au service de tous les jeunes et de tous les adultes, résolument engagée dans la voie de la démocratisation de l'enseignement, de l'égalisation des chances et de la promotion de tous.»*

Autre Colloque en 1979 : sur le droit de l'enfant.


Le 9 mai au Bourget

Michel BOUCHAREISSAS

secrétaire général du CNAL

répond à nos questions

■ Où en est-on de la mise en place d'un service public unifié et laïque de l'Education?

La formule *«service public unifié et laïque de l'Education nationale»* est directement issue des travaux du Colloque, organisé en 1972 par le CNAL, auquel ont participé toutes les grandes confédérations syndicales (CGT, CGT/FO, CFDT), toutes les organisations politiques de gauche (à l'exception du PSU) et les organisations philosophiques nombreuses, qui, dans l'histoire contemporaine, ont toujours soutenu l'action du CNAL. La Charte issue de ces travaux pourrait se résumer ainsi : «bâtir en France, pour le jour où la roue de l'histoire aura tourné, un grand service public, unifié et laïque de l'Education nationale.» En 1981, le candidat François Mitterrand avait fait sienne cette formule qui résumait son programme en la matière.

Après mai 1981, nous avons été d'accord pour considérer qu'il n'était pas possible de procéder du jour au lendemain, à ce qui aurait pu ressembler à une annexion pure et simple de l'enseignement privé, en l'état où se trouve l'opinion publique après vingt ans d'asphyxie de l'école laïque et de manipulation de l'opinion par la droite. Pourquoi cela? Au-delà d'une incompréhension probable de l'opinion, il y a un problème matériel complexe : que faire de deux millions d'élèves, quel statut donner à 150 000 maîtres financés par la collectivité à la faveur des lois Debré et Guermeur, que faire des établissements, etc.? Aussi avons-nous été d'accord pour adopter une démarche de concertation préalable entre les parties intéressées. Cette phase a été longue, anormalement longue. A son terme, le ministre s'est donné un temps de réflexion et a mis au point des propositions concrètes qui ont vu le jour le 20 décembre 1982. Durée que nous avons qualifiée, elle aussi, de longue, quels que soient les difficultés à résoudre et l'état des esprits.

Le CNAL, en ce qui le concerne, a fait un accueil positif de principe aux propositions du 20 décembre. Accord de principe et non de détail, car nous sommes loin de retrouver dans ces propositions le mandat et le message des organisations laïques regroupées au sein du CNAL. Les propositions Savary ont, à l'évidence, pour finalité de ménager une transition douce, lente, à l'enseignement privé, pour qu'un jour il puisse se fondre dans un service unifié; le terme n'en est pas précisé, c'est l'un des défauts de ces propositions.

Nous avons dit «oui» par principe parce que nous tenons absolument que soit bien compris que nous ne sommes pas, nous, les sectaires qu'une propagande incessante présente comme tels, à l'initiative de la droite et d'une partie de la hiérarchie du clergé. En réalité, c'est bien l'enseignement privé — à 95% catholique — qui bénéficie du privilège exorbitant d'enseigner n'importe quoi, de se réfugier derrière un dogme, de se donner comme alibis la religion et la fréquentation d'une petite proportion d'enfants pauvres, qui bénéficie du privilège d'offrir la facture à la collectivité, sans contrôle, en s'auto-encensant en permanence et en critiquant l'enseignement public en permanence.

Par réalisme d'une part et par fidélité à nos principes, nous avons choisi de rechercher une solution négociée. Elle est, dès le départ, aux antipodes de celle de l'enseignement catholique. En effet, avant les élections municipales, le «lobby du privé» a notifié son refus de manière très carrée...

■ Les choses semblent assez bloquées en effet. Quelle est votre appréciation de cette situation?

La mise en place du service public unifié et laïque en est, sinon au point zéro, du moins à des prémisses qui s'allongent de façon assez interminable. La trêve des municipales étant passée, il est grand temps que le ministre engage un processus qui pourrait être le suivant, selon nous. Première hypothèse : au-delà de la concertation et de la réflexion, il y a confrontation des points de vue pour aboutir à un certain nombre de solutions de type structurel, administratif, juridique en vue d'une évolution de l'enseignement privé vers l'unification. Autrement dit : ça démarre. Deuxième hypothèse : ça ne démarre pas, il n'y a pas possibilité de négocier... et c'est au pouvoir politique de prendre des dispositions fondamentales dans le domaine. Lesquelles? Celles sur lesquelles il s'était engagé. Il faut en cesser avec cette anomalie historique, cette iniquité et ce gaspillage caractérisé des deniers publics que constitue le dualisme scolaire. Car le dualisme n'est pas un problème théorique; il se pose sur le terrain, dans une aire géographique déterminée — la commune, le quartier — en termes de concurrence, de séparation des enfants et de gaspillage des →

VO[illegible]S UNE ORGANISATION POPULAIRE

9 mai 1982 — Paris-Le Bourget

moyens. Dans une commune où existent trois classes de l'école publique et trois classes privées avec 10 à 12 élèves en moyenne, on pourrait créer un ensemble pédagogiquement mieux organisé, qui mette fin à cet antagonisme ancestral et imbécile séparant les enfants et qui coûte moins cher à la collectivité. Et l'on peut multiplier cet exemple par des dizaines de milliers...

L'attitude de la droite ne doit rien au hasard : cynisme, arrogance, privilèges. Ce n'est pas chaque matin la nuit du 4 août et il est extrêmement rare qu'un groupe bénéficiant de privilèges exorbitants renonce de bon gré à ces privilèges! La droite mobilise. Elle le fait par ses chantres politiques, notamment en période électorale, de Chirac à Giscard, en passant par les Chinaud, Barrot, Griotteray, Pauwels, tous chantres d'une droite musclée qui se dit «libérale». Elle le fait par l'intermédiaire des syndicats-maisons de l'enseignement privé, dont le plus connu est le SNEC/CFTC, syndicat patronal de l'enseignement privé, qui veut à tout prix aujourd'hui empêcher l'intégration des personnels au statut de la Fonction publique. Elle le fait avec le fer de lance constitué par l'UNAPEL, Union nationale des associations de parents d'élèves de l'Ecole libre.

Dans la période post-municipales, quelques nuances sont intervenues, à l'occasion des congrès de plusieurs syndicats du privé. Le SNEC/CFTC, lui, campe sur ses positions : *«liberté fondamentale»*, *«pas de goulag»*, etc. Parallèlement, le SPELC recevait le chanoine Guiberteau, porte-parole de l'épiscopat, lequel, absent du congrès du SNEC, a, devant celui du SPELC, souligné que s'il n'avait pas accepté de négocier la lettre des propositions Savary, il n'avait pas refusé la négociation... Et le président de l'UNAPEL a fait chorus. Cela est contradictoire avec le refus du Comité national de l'Enseignement catholique au lendemain des propositions Savary. L'épiscopat continue certes à gagner du temps, mais cherche peut-être à composer et reconnait qu'il y a un «problème» : problème de carte scolaire, d'élaboration de celle-ci, de financement par la collectivité publique d'établissements sans aucune espèce de contrôle.

L'argumentation de la droite s'appuie sur le fameux «caractère propre». En caricaturant à peine, le «caractère propre» de l'institution scolaire peut aboutir, un jour, à une école catholique pour les catholiques, une école juive pour les juifs, une école mooniste pour les moonistes... L'antidote de cela, c'est l'école laïque qui rassemble dans la diversité. Si l'on pousse le «caractère propre» dans les institutions, c'est l'apartheid, l'hôpital pour franc-maçons, le métro pour Noirs, etc. La droite a toujours voulu une école à part pour sa propre classe sociale. Il y a bien «alibi» quant à la religion : 20% de gens qui mettent leurs enfants dans une école catholique le font pour des raisons religieuses. Les autres le font pour l'image de marque; les plus nombreux en raison de filières existant ici ou là dans le privé et non dans le public, peu à peu asphyxié et privé de moyens. L'alibi de la fréquentation d'enfants pauvres ne résiste pas aux chiffres : 6% des enfants d'immigrés fréquentent une école privée, 94% d'entre eux l'école publique.

La gauche a pris des engagements : le programme commun a été conclu trois semaines après le Colloque du CNAL de mai 72, et il a repris pure-

ment et simplement les conclusions du Colloque. Il y a eu le *«grand service public unifié et laïque de l'Education nationale»* du programme de François Mitterrand. Les engagements doivent être respectés. Nous avons accepté le processus *«réflexion, élaboration, négociation»*. Nous arrivons au moment-clé : y aura-t-il ou non négociation? Désormais nous sommes pressés de savoir et pressons le gouvernement de dire ce qu'il fait...

■ Le CNAL entend-il prendre des initiatives afin de faire évoluer la situation?

Il y a «l'opération vérité» qui dépasse même ce que nous espérions... On avait perdu l'habitude d'«expliquer l'école». Cela allait de soi. Et puis on est un peu «maso» dans le public : on ne parle que «d'échec scolaire». C'est une réalité profonde. Mais est-ce qu'on peut brancher très directement les tuyaux de l'économie sur les tuyaux

Dans le cadre de la campagne «Vérité de l'école» : la cérémonie du thé à la menthe. Une façon de découvrir une autre culture.

de l'école? C'est un problème redoutable... L'«opération vérité» montre que l'enseignement public existe bel et bien, remplit son rôle et qu'à partir de ce qu'il est, on peut construire et améliorer...

Dans 60 à 80 départements, nous avons distribué la *«lettre à l'opinion publique»* qui explique nos objectifs, en rompant avec un discours «classique» des années 50. Nous continuons d'expliquer le message laïque, sans tomber dans le piège de l'escalade où la droite politique voudrait nous faire tomber. L'école laïque bouge, les laïques se rassemblent...

Bientôt auront lieu les congrès des organisations constitutives du CNAL. Nous élaborerons une stratégie commune ensuite; à la rentrée, nous serons peut-être amenés à prendre d'autres initiatives, et à envisager les choses en termes de rapports de forces. S'il le faut, nous en passerons par là.

Nous persistons à penser que l'investissement éducatif est pour le moyen terme, y compris en période de crise, un investissement capital, et que le débat laïque est un bon débat, un débat actuel qu'on doit mener sur le fond sans raser les murs... Même si on est la gauche et qu'on assume le gouvernement... ■

SANTE

UN MOUVEMENT — QUI TOURNE MAL ?

A l'heure où nous écrivons les internes et chefs de clinique des hôpitaux ont entamé leur cinquième semaine de grève et durcissent le mouvement. Depuis de longues années, ils ont des raisons d'être mécontents : «marginaux» à l'hôpital, pas de couverture sociale, pas de statut, salaires étriqués pour la profession, etc. Un interne des hôpitaux, dans une lettre, dont nous publions des extraits ci-contre, explique cela.

Pour autant, ce mouvement mené conjointement avec la grève des étudiants en médecine, appelle plusieurs remarques et questions.

1.— Ces revendications sont anciennes; certes, l'attitude répressive des «patrons» les avaient maintenues dans l'ombre. L'autorisation, à peine déguisée parfois, de ces derniers a encouragé certains à l'action. Ceux qui, dans le passé, ne «toléraient» pas une grève hospitalière, qui ont laissé supprimer postes et services avant mai 81, sont aujourd'hui pleins d'intransigeance et d'impatience. Sauront-ils maintenant et dans l'avenir, s'unir avec l'ensemble du personnel hospitalier pour une médecine de qualité pour tous?

2.— Certaines revendications —couverture sociale, augmentation de salaires— ont été reconnues et en partie obtenues. Des négociations ont été ouvertes. Le vote des décrets d'application a été repoussé en octobre pour permettre la concertation. Et pourtant la grève est durcie. N'y a-t-il pas autre chose, une opposition de certains à la réforme hospitalière en cours? Les internes, faible pourcentage du personnel hospitalier, formés dans l'esprit de «l'élite», ne renâclent-ils pas devant un statut plus démocratique des médecins hospitaliers?

3.— La tentative de manipulation et d'exploitation de la droite est manifeste; il suffit de lire sa presse et d'observer la fébrilité des grands «patrons» à soutenir le mouvement et à y entrer pour s'en convaincre.

Ces derniers jours, la grève qui se poursuit met en danger la santé de ceux pour lesquels l'hôpital est le seul lieu de soins envisageable. D'action motivée par de légitimes revendications, le mouvement tourne assez mal, utilisé par les tenants les plus réactionnaires d'une médecine de carrière et de privilèges.

UN INTERNE NOUS ÉCRIT...

Comme le soulignait le professeur Derenne, président du SMH (que l'on ne peut qualifier de droite) dans un article du* Monde : «Le gouvernement de gauche a trop laissé pourrir la situation de flou et d'incertitude» *et au dialogue s'est substitué le conflit ouvert que la droite réactionnaire, si pesante sur le corps médical, a bien su exploiter. A ces éléments, il convient d'ajouter le lourd héritage du mandarinat où tout marchait à la carotte que tendait le «patron» (entendez le professeur agrégé chef de service) jusqu'au jour où, de par les réformes à venir, le panier à carottes se vide et les internes découvrent leur «exploitation» et craignent pour leur avenir. Sachez, par exemple, qu'un interne de CHU travaille 67 à 70h. par semaine pour 6 700 francs par mois (soit 4 000 francs pour 40h.) et qu'il effectue en plus 3 à 10 gardes de nuit par mois dont 4 ne sont pas rémunérées.*

La couverture sociale d'un interne est en-deçà de celle du personnel hospitalier et des autres catégories de la Fonction publique (un interne de l'hôpital n'a droit ni à la crèche de l'hôpital, ni aux soins gratuits, ni aux bénéfices sociaux de l'ensemble du personnel hospitalier).

Difficile dans ce cas de parler de grève de nantis! Bien sûr depuis janvier 83, des améliorations sont venues mais elles sont très insuffisantes, même démagogiques. (...)

Il est regrettable que les mesures courageuses de Jack Ralite (suppression du privé à l'hôpital, statut unique du médecin hospitalier, mise en place de la départementalisation) auxquelles la plupart des internes ne sont pas hostiles, soient noyées dans une grève confuse pour des mesures qui auraient pu être réglées par le dialogue.

***SMH : syndicat des médecins hospitaliers, affilié à l'Union syndicale de la Médecine — comprenant aussi le SMG, tous «syndicats de gauche».**

Depuis 1981,
la collection Panda
fait connaître au public français les meilleures créations littéraires chinoises

En vente à la librairie Les Herbes sauvages
70, rue de Belleville — 75020 PARIS

LE MONDE EN BREF

● TENSIONS EN ASIE DU SUD-EST

Depuis le 31 mars, l'armée vietnamienne d'occupation du Cambodge a lancé des attaques contre les guérilleros des trois composantes de la résistance antivietnamienne et contre des camps de réfugiés à l'intérieur de la Thaïlande. Elle visait ainsi trois objectifs : diviser les rangs de la résistance, tester la volonté de riposte de la Thaïlande aux incursions (elle n'a pas dû être déçue du voyage, l'armée thaï a riposté aussi sec), et masquer la réalité de la résistance à l'intérieur même du Cambodge. Mais, contrairement à l'année dernière, le principal point d'appui khmer rouge (Phnom-Malai) n'a pas pu être atteint.

Parallèlement, la tension monte à la frontière sino-vietnamienne.

● 10 ANS DE LUTTE ARMÉE AU SAHARA OCCIDENTAL

A la veille du dixième anniversaire du déclanchement de la lutte armée, une délégation du Front Polisario a séjourné à Paris. Ould Salek, membre du bureau politique du Front et responsable des Relations extérieures, a déclaré : *« La République arabe sahraouie démocratique et le Front Polisario sont ouverts à toute initiative qui aboutirait à l'engagement de négociations directes entre le Maroc et la RASD pour trouver une solution au conflit qui les oppose. Malheureusement, l'absence de toute volonté politique du côté marocain demeure un obstacle. Cette paix est encore loin. »*

Ould Salek a dénoncé les USA qui approvisionnent le Maroc en armement sophistiqué et participent à l'encadrement des forces armées marocaines. Selon lui, un malaise certain règne dans l'armée d'Hassan II, comme l'a montré la tentative de coup d'Etat infructueuse du chef d'état-major Dlimi, assassiné ensuite sur ordre du roi.

Aujourd'hui devenu le 51e Etat reconnu par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le Sahara occidental a vu les 9/10e de son territoire libérés par le peuple sahraoui.

● PÉKIN ORGANISE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE SUD-SUD

Le 9 avril, s'est close à Beijing la première conférence internationale sur la coopération Sud-Sud. Rencontre non officielle, elle a rassemblé pourtant de nombreux experts du Tiers Monde connus dans le monde entier ainsi que des responsables d'organismes économiques comme l'OPEP ou le Commonwealth. Première du genre, elle se tiendra tous les 3 ans dans la capitale de différents pays du Tiers Monde.

Selon l'Agence *Chine Nouvelle* : *« La conférence qui suit de près le dialogue Nord-Sud qui est actuellement bloqué, estime que les pays du Tiers Monde doivent faire des démarches communes pour faire avancer ce dialogue. Le gouvernement américain et les gouvernements de certains autres pays développés constituent le principal obstacle au développement de ce dialogue. Ils s'obstinent dans leur position pour maintenir leur suprématie et sauvegarder leurs intérêts. (...) Les pays en voie de développement ne seront capables de faire avancer le dialogue Nord-Sud que s'ils resserrent leur coopération, renforcent leur potentiel économique, coordonnent leur position et combattent toutes les tentatives de sabotage. »*

● LE « GROUPE DES 77 » UNI AVANT BELGRADE

Le « groupe des 77 », rassemblement de 122 pays en voie de développement membres de l'ONU, vient de tenir à Buenos-Aires en Argentine sa cinquième session ministérielle pour définir une position commune à présenter lors de la 6e conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) qui se tiendra en juin prochain en Yougoslavie.

En adoptant à l'unanimité le *« Programme de Buenos-Aires »* **comprenant une Déclaration politique et un projet de résolution à discuter à Belgrade, les pays du Tiers Monde affichent ostensiblement leur unité avant d'aller affronter les pays du Nord. L'avenir dira si ce n'était qu'une conférence de plus.**

● POUR UN 1er MAI « INDÉPENDANT » EN POLOGNE

Le 14 avril, les dirigeants clandestins de Solidarité ont lancé un appel à la population pour organiser des manifestations *« indépendantes »* à l'occasion du 1er Mai, fête des travailleurs. Cet appel a reçu, de fait, l'aval de Walesa qui a rencontré secrètement les dirigeants clandestins, les 9 et 10 avril. Ce faisant, Walesa se démarque du Primat de Pologne qui qualifiait de telles manifestations *« d'initiatives artificielles qui n'auraient pas l'approbation du peuple »*.

Le peuple polonais confirmera-t-il la popularité de Walesa en répondant à cet appel? Quelle sera, par ailleurs, l'action des autorités pour tenter d'entraver les manifestations? La réponse à ces questions sera sans doute un indice sur l'état du mouvement populaire en Pologne après un an et demi de tour de vis.

● LE P.C.I. AU SECOURS D'« IL MANIFESTO »

Le quotidien italien d'extrême-gauche *Il Manifesto* est menacé de disparition en raison d'un retard de paiement de la part de l'Etat italien qui lui doit 600 millions de lires de subventions pour le papier, conformément à la loi sur l'édition.

Vendant 20 000 exemplaires chaque jour, *Il Manifesto* a lancé un appel à la solidarité des partis de gauche et syndicats. Appel entendu.

Fait remarquable : le Parti communiste italien a offert un prêt de 150 millions de lires et Berlinguer a adressé un message au journal, indiquant entre autres que la situation du *Manifesto* est *« un symptôme de difficultés plus grandes de la presse de gauche »*. Quand on sait que *Il Manifesto* a été fondé par un groupe de militants exclus du PCI en 1969, on mesure l'importance politique de cette aide. Il y a des jours où l'on voudrait rêver qu'en France aussi...

● 509 MINEURS NOIRS SUD-AFRICAINS LICENCIÉS

509 mineurs noirs ont été licenciés le 11 avril sans préavis par le groupe GENCOR, propriétaire d'une mine d'uranium en Afrique du Sud. Ce licenciement fait suite à un accident dû à une explosion de méthane qui avait coûté la vie à 16 de leurs camarades (13 Noirs et 3 Blancs) ; les mineurs avaient alors refusé de descendre au fond et avaient réclamé de meilleures conditions de travail. 5 « meneurs » arrêtés par les services de sécurité de la mine ont été inculpés *« d'incitation à la violence »*. **Il faut croire que la mort de 16 hommes, ça, ce n'est pas de la violence!**

Déjà en juillet 82, plusieurs centaines de mineurs noirs avaient été licenciés après des grèves qui s'étaient soldées par la mort de 11 personnes.

Claude LIRIA

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Conséquences d'une élection

Dans notre précédent numéro, nous avons traité des conséquences de l'élection de la démocratie chrétienne sur la politique extérieure de la RFA. Dans cet article, nous abordons ses conséquences sur la situation intérieure.

« Pour un gouvernement du centre ». Tel a été le mot d'ordre adopté par la droite allemande durant la campagne électorale en RFA. Lui répondait en écho la formule du SPD : *« Pour un nouveau départ »*. Entre ces deux formules aussi floues et peu tentantes l'une que l'autre, les électeurs allemands ont choisi la première tout en sachant qu'elle ne correspondrait sûrement pas à un avenir meilleur. Le champ politique ouest-allemand s'est élargi d'une composante originale, les « Verts » ou « Alternatifs », dont il faudra suivre avec intérêt la longue marche à travers les institutions, et ce malgré leur hétérogénéité idéologique.

Pour comprendre les raisons qui ont amené l'électorat allemand à faire confiance à la droite, qui a, en RFA plus qu'ailleurs, une solide tradition réactionnaire, il faut poser les grandes lignes de la situation de l'économie ouest-allemande dans le contexte de crise internationale.

LA FIN D'UN MYTHE

L'économie de la RFA a été longtemps considérée, à la suite du « miracle » des années 50, comme un modèle de gestion capitaliste, basé sur le « consensus social », le « sens de l'effort » et la « qualité du travail ». Soigneusement entretenue par la propagande capitaliste et la presse bourgeoise, cette image du « modèle » a pourtant commencé à se détériorer dans les années 70, à partir du moment où le dynamisme des exportations, qui restent un point fort de l'économie de la RFA (+50 milliards de deutschmarks en 82), a été contrebalancé par la décroissance de l'activité économique interne. Le premier coup important porté aux travailleurs a touché d'abord les immigrés (5 millions en RFA, familles comprises), les travailleurs les plus âgés ou au contraire les plus jeunes, et les moins qualifiés. Dans les grandes entreprises, le patronat a procédé, à partir de 81, à des licenciements massifs (AEG, Vidéocolor, Bauknecht) qui, cette fois, ont atteint aussi les travailleurs qualifiés qui constituaient la base syndicale du parti au pouvoir, le SPD. Des régions entières ont été frappées : la Sarre et la Ruhr pour la sidérurgie, la côte nord pour la construction navale, Berlin pour la construction électrique.

Au cours du premier trimestre de 83, le nombre de chômeurs n'a cessé de croître. Il pourrait atteindre 3 millions à la fin 84, selon les statistiques quasi officielles de l'Institut statistique de Kiel.

LE S.P.D. ET L'AUSTÉRITÉ

L'Etat qui, dans un premier temps, avait recouru à des mesures spécifiques (recyclage, préretraite, « encouragement » au départ des immigrés), a dû battre en retraite, dès lors que les recettes fiscales diminuaient tandis qu'augmentaient les dépenses de « protection sociale ». Le mauvais état des finances publiques a d'ailleurs été l'un des chevaux de bataille de la droite pendant les élections.

Dans la plus pure tradition libérale, les sociaux-démocrates allemands ont pris des mesures visant à désengager l'Etat de l'économie en limitant et en restructurant ses dépenses, notamment dans les domaines de l'Education et de la Santé. Les décisions budgétaires pour 82 et 83 vont dans le même sens : les charges supportées par les salariés s'élèveront à 21,6 milliards de deutschmarks contre 0,6 milliards pour les entreprises, pour 83. L'ensemble des salariés, dont le revenu réel a baissé régulièrement depuis 80, verra remis en question de nombreux acquis sociaux : réduction des indemnités de chômage, des allocations de reconversion professionnelle, des allocations familiales, parallèlement élévation des cotisations chômage, extension des cotisations à l'assurance sociale aux retraités, etc.

De toute évidence, le capitalisme ouest-allemand a su profiter de la crise : l'épargne brute (bon indicateur de profit) a augmenté sans pour autant amener de création d'emplois (seulement 52% de l'épargne brute ont été réinvestis en 80).

Les mécontentements suscités par cette politique d'austérité ont abouti à la défaite électorale du SPD le 6 mars dernier.

LA DROITE ET LE CHANGEMENT

Arrivés en fait au pouvoir en septembre 82, à la suite d'un vote de défiance, les chrétiens démocrates auraient pu s'y maintenir sans anticiper les élections législatives, qui ne devaient avoir lieu qu'en septembre 84. S'ils ont

choisi l'anticipation, c'est pour mieux profiter de la faiblesse du SPD, présenté aux électeurs comme seul responsable de la crise, ce qui n'aurait plus été possible en 84, après deux ans de pouvoir de droite. Que propose la CDU? Certainement pas de sortir de la logique du capitalisme... au contraire, sous les mots d'ordre de *« concorde sociale »*, de *« croissance industrielle »* et de *« dynamisme économique »*, qui séduisent les travailleurs inquiets et ignorants des vraies causes de la crise (liées à la nature même du capitalisme), la droite n'envisage rien d'autre que de reprendre en l'amplifiant la politique d'austérité mise en place par les sociaux-démocrates. En RFA comme ailleurs, s'il y a un changement à attendre de la droite, ce n'est certes pas dans un sens favorable aux travailleurs.

Alain SANGOUARD

L'URSS et le TIERS MONDE

L'URSS se présente comme l'allié naturel des peuples et pays du Tiers Monde et affirme sa solidarité avec leurs luttes pour un nouvel ordre économique international.
Qu'en est-il dans les faits des rapports entre l'URSS et le Tiers Monde?

Le développement des relations de l'URSS avec le Tiers Monde s'est mené en parallèle avec le processus de décolonisation des années 50 et 60. L'URSS se présente alors comme une puissance capable et désireuse de répondre aux besoins politiques, économiques et militaires de pays qui recherchaient leur indépendance économique vis-à-vis de l'Occident.

DE L'AIDE ÉCONOMIQUE...

Des programmes d'assistance ont été progressivement mis en œuvre dans 64 pays du Tiers Monde. Ils ont eu au départ avant tout une finalité stratégique : au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est pour neutraliser les systèmes d'alliance de l'impérialisme américain (Pacte de Bagdad, OTASE); en Afrique pour acquérir des facilités aériennes et navales.

Les programmes d'assistance ne sont cependant pas tous d'une importance comparable : 90% des aides civiles et militaires intervenues depuis 1954 ont été concentrés sur 23 pays, en particulier aux frontières méridionales de l'URSS et sur les côtes de l'Afrique.

Dans les années 60, et depuis, interviennent des accords à long terme de développement aux termes desquels les apports soviétiques en machines et équipements sont compensés par des livraisons de produits primaires, ce qui évite à l'URSS de débourser des devises sur les marchés mondiaux. Elle se procure ainsi pétrole en Algérie et en Irak, gaz naturel en Iran et Afghanistan, bauxite en Guinée, étain en Bolivie, plomb et zinc au Congo...

Plus récemment, l'URSS a multiplié les importations de produits qui lui sont nécessaires en provenance de pays qui ne présentent pas d'affinités idéologiques particulières : Maroc pour le poisson, les phosphates, les agrumes, et surtout l'Argentine, qui occupe depuis 81 la première place parmi les partenaires commerciaux de l'URSS dans le Tiers Monde, pour les céréales (4,5 millions de tonnes par an) et la viande.

Mais l'URSS a aussi enregistré des revers importants dans le Tiers Monde : Egypte, Indonésie, Soudan, Somalie, Ghana, Bangla Desh. Dans chacun de ces cas, les dépendances induites par les programmes d'assistance économique et militaire n'ont pas suffi à enrayer la dégradation des rapports politiques.

...A L'ASSISTANCE MILITAIRE

L'approche soviétique est redéfinie au milieu des années 70 pour privilégier l'assistance militaire qui implique de plus fortes dépendances que l'assistance économique. De 1954 à 1972, les engagements d'aide économique et d'aide militaire étaient restés équilibrés (8,5 milliards de dollars dans les deux cas), un nombre plus important de pays avait bénéficié d'une aide à dominante économique. On observe depuis 1973 un renversement brutal de ces tendances. Le contenu de l'aide se militarise au point que les engagements d'aide militaire approchent quatre fois les engagements d'aide économique (respectivement 38,5 milliards de dollars et 10 milliards).

De 1978 à 1980, les accords d'aide militaire supérieurs à 100 millions de dollars ont été concentrés sur 11 pays, en particulier l'Afghanistan, la Syrie, l'Ethiopie, la Libye, la RDP du Yemen, l'Inde, l'Angola et le Mozambique.

Une telle approche est d'ailleurs beaucoup plus adaptée aux capacités de production de l'industrie et aux moyens financiers de l'URSS. En quête de financement pour acquitter la facture de ses achats de technologies occidentales, elle exige de plus en plus souvent que le montant de ses ventes d'armes lui soit réglé comptant et en devises convertibles. L'URSS compte à présent presque exclusivement sur l'efficacité des très fortes dépendances qu'induisent ses livraisons massives d'armements.

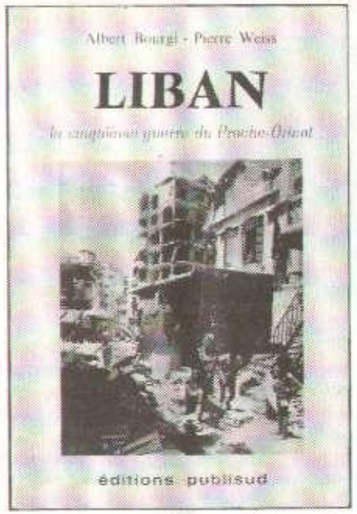
COMPLÉMENTARITÉS ET CONCURRENCE

Les complémentarités économiques de l'URSS et des pays du Tiers Monde sont d'ailleurs très faibles. Les structures de leurs échanges commerciaux offrent des similitudes certaines. Les importations de machines, de moyens de transport et de produits manufacturés représentent 62,7% des importations de l'URSS et 56,2% de celles des pays en voie de développement en 1979. Les importations de produits alimentaires représentent respectivement 20,2% et 10,9%. Les combustibles minéraux, principal poste des exportations des pays du Tiers Monde (56,7% en 1979) n'entrent que pour 3,6% dans les importations de l'URSS, qui en est elle-même grosse exportatrice (plus de 50% de ses exportations en 1981). Devant l'importance que représentent pour l'URSS, comme pour les pays du Tiers Monde, les exportations de combustibles et les importations de produits alimentaires (céréales surtout pour l'une comme pour les autres), c'est plutôt de concurrence qu'il faut parler. On l'a vu récemment, lorsque l'URSS a décidé de baisser unilatéralement le prix de son pétrole à 28 dollars le baril, alors que les pays membres de l'OPEP étaient réunis à Londres pour s'entendre sur une baisse des prix et des quotas de production destinés à empêcher un effondrement des cours et de leurs recettes.

Cette situation de concurrence économique entre l'URSS et le Tiers Monde va de pair avec la militarisation croissante de l'aide qui crée, on l'a vu, de très fortes dépendances pour les pays concernés. On est bien loin de rapports de « solidarité internationaliste ».

Pierre BAUBY

Les Editions Publisud viennent de publier sous le titre : « Liban, la cinquième guerre du Proche-Orient », le nouveau livre de Pierre Weiss et d'Albert Bourgi



« Liban, la 5e guerre du Proche-Orient»
A. Bourgi, P. Weiss — Publisud (64,00 F)
A lire également des mêmes auteurs :
« Les complots libanais»
Berger-Levrault (73,00 F)

auxquels l'on devait déjà, il y a quelques années, un ouvrage remarquable sur le plan de la documentation et de l'analyse : *« Les complots libanais, guerre ou paix au Proche-Orient »*.

Au-delà de « l'événement » qu'a constitué en juin 1982 l'invasion du Liban par l'armée israélienne, les auteurs se sont attachés à comprendre les raisons qui ont fait que le Liban a été le théâtre de cet affrontement, ce qui fait de ce livre un véritable ouvrage de référence.

Les tragiques événements du Liban depuis 1975 ont, en effet, de multiples causes externes et internes (la présence palestinienne n'en était qu'un des aspects, même si elle a joué un rôle de catalyseur) : la stratégie israélienne par rapport aux Palestiniens mais aussi par rapport aux pays arabes voisins; le jeu des USA pour qui Israël remplace en partie le Shah d'Iran comme « gendarme » de la région et pour sauvegarder des intérêts sur les ressources pétrolières ainsi que le désir de jouer un rôle de premier plan face à l'URSS proche; le rôle de la Syrie qui, tout en servant les intérêts soviétiques, entend imposer un certain rapport de forces aux autres Etats arabes; l'indifférence et la politique d'à-coups des pays européens; la France qui entend encore jouer un rôle dans cette région où elle fut puissance occupante et en partie responsable, de ce fait, des récents événements; la société libanaise elle-même, dont ne tiennent généralement pas compte les observateurs quels qu'ils soient, issue des rivalités coloniales de la France et de l'Angleterre, et dont le modèle tant vanté a éclaté dans l'indifférence générale.

Quel avenir pour le Liban? S'il est évident que le Liban doit vivre, comment le peut-il alors que depuis 10 mois il est occupé par les troupes israéliennes et que depuis des années tous les intervenants extérieurs ne s'y sont manifestés que pour sauvegarder leurs propres intérêts?

Un seul point faible de cet ouvrage : la discrétion des auteurs sur la caution à la politique sioniste d'Israël qu'a constitué le voyage du président Mitterrand dans ce pays et leur silence sur le maintien du refus de reconnaissance de l'OLP par la France.

Robert VALLOT

Ce mois d'avril aura vu une succession d'événements tragiques pour le Proche-Orient.

Après la rupture des entretiens entre l'OLP et la Jordanie (sur quoi pouvaient-ils déboucher étant donné l'intransigeance totale d'Israël?), le peuple palestinien s'est vu de nouveau frappé dans sa chair avec l'assassinat du dirigeant de l'OLP, Issam Sartaoui, conseiller d'Arafat, membre du Fath, lors du Congrès de l'Internationale socialiste au Portugal. Attentat revendiqué par le groupe Abou Nidal que l'OLP a condamné à mort par contumace dès 1973 pour *« détournement de fonds, sédition armée et assassinats »*. Quant à Sartaoui, il avait depuis longtemps estimé qu'Abou Nidal faisait le jeu des pires sionistes. Osons espérer que la seule organisation, membre de l'OLP, qui ait osé saluer comme une victoire l'assassinat de ce pionnier du dialogue entre Israéliens et Palestiniens, ne suivra pas la même pente au risque de se trouver elle-aussi *« alliée objective d'Israël »*.

Issam Sartaoui

Entre parenthèses, signalons à nos lecteurs qui ne seraient pas au courant, la nomination d'Ilan Halévi, écrivain franco-israélien (avec qui nous eûmes un entretien publié dans le n°12 de *Prolétariat* spécial Palestine) en remplacement d'Issam Sartaoui dans les contacts de l'OLP avec l'Internationale socialiste. Eclaircie dans un ciel d'orage, cette nomination est une nouvelle preuve de l'option d'ouverture et de dialogue chère à l'OLP.

Malheureusement, le récent attentat sanglant contre l'ambassade américaine au Liban que les dirigeants israéliens ont immédiatement interprété comme la preuve *« que le Liban n'était pas encore en mesure d'assurer la sécurité de son territoire »* ne prépare-t-il pas le terrain à un nouveau conflit avec la Syrie et au maintien des troupes israéliennes en terre libanaise?

Enfin, au moment même où Begin fait inaugurer en Cisjordanie, à Naplouse, haut-lieu de la lutte nationaliste palestinienne, une nouvelle colonie de peuplement sioniste, comment ne pas manifester notre colère de voir le gouvernement français succomber devant les pressions israéliennes, en refusant de participer au Palais de l'Unesco à Paris, au mois d'août, à une Conférence sur la Palestine, décidée par l'Assemblée générale de l'ONU?

Claude LIRIA

L'AMERIQUE CENTRALE CONTRE LES BRUITS DE BOTTES

Avec le développement de la guerre civile au Salvador et les risques de guerre entre le Nicaragua et le Honduras, la région de l'Amérique centrale est en train de devenir une zone de tension aiguë de notre planète, d'autant que les USA semblent déterminés à y intervenir plus massivement. Mais dialectiquement, cette situation explosive qui pourrait déboucher sur une guerre généralisée dans la région, a suscité, de la part des gouvernements centraméricains, des réactions en faveur d'un processus de paix. Réactions contradictoires avec les intérêts et les objectifs américains.

Claude LIRIA

Au cours d'une conférence de presse, tenue le 13 avril à Paris, le président du Front démocratique du Salvador (FDR), Guillermo Ungo, désigné récemment vice-président de l'Internationale socialiste, et Salvador Samayoa, membre de la commission politico-diplomatique du FDR-FMLN du Salvador, ont analysé la participation des USA à l'entreprise de déstabilisation du régime populaire du Nicaragua, à partir du Honduras voisin, et l'aide américaine accrue à l'armée salvadorienne comme des *«actes désespérés»* pour entraver l'avance des forces populaires dans la région.

L'AIDE MILITAIRE AMÉRICAINE

Après avoir rappelé que le Salvador est quasi juridiquement un protectorat américain, Guillermo Ungo a évalué à mille millions de dollars l'aide américaine à ce pays, ce qui le place en cinquième position après l'Egypte, la Turquie, Israël et le Pakistan sur la liste des pays «aidés». Chiffre énorme quand on sait que le Salvador n'est peuplé que de 2,5 millions de personnes, et que Reagan veut encore accroître puisqu'il a demandé au Congrès l'octroi d'une aide supplémentaire de 110 millions de dollars. Ce n'est pas tout : 10% de l'armée salvadorienne sont formés aux USA, niveau jamais atteint même lors de la guerre du Vietnam. Enfin, dans la stratégie américaine, le Honduras devient la principale plate-forme de déstabilisation : une centaine de conseillers américains y opèrent, entraînant des commandos contre-révolutionnaires nicaraguayens, responsables de l'assassinat du docteur français Grosjean, d'experts et de paysans, comme ces dix Indiens dont un bébé tués au lance-flammes au nord du Nicaragua. La tête de pont de ce «travail» se trouve à l'ambassade américaine du Honduras, dirigée par Négroponte, choisi pour avoir travaillé en Asie du Sud-Est pendant la guerre du Vietnam.

LES PAYS VOISINS CONTRE LA DÉSTABILISATION

Mais, à part l'administration américaine, plus personne n'ose encore prétendre que *«le peuple salvadorien soit le grand méchant loup prêt à dévorer le petit chaperon rouge, à savoir la superpuissance américaine»*.

Sauf le Honduras et le Salvador, tous les pays de la région ont, à des degrés divers, manifesté leur souhait de voir s'engager des négociations entre les différents belligérants, à l'instar des propositions du FDR-FMLN salvadorien. C'est ainsi que *«les termes de référence de la déclaration franco-mexicaine d'août 1981 sont de plus en plus reconnus et validés comme seule issue du conflit»*.

En janvier, les ministres des Relations extérieures du Panama, de la Colombie, du Mexique et du Venezuela ont lancé un appel urgent à la négociation afin de réduire les tensions. Ils ont condamné toute forme d'intervention étrangère dans les conflits d'Amérique centrale et ont fait remarquer (sale coup pour Reagan) que ces conflits ne rentrent pas dans le contexte de la confrontation Est-Ouest. Le 11 avril, les chefs d'Etat de Colombie, du Costa-Rica et du Panama ont réclamé le retrait de tous les conseillers militaires étrangers d'Amérique centrale. Nouveau sale coup pour Reagan, car jusqu'ici le Costa-Rica avait plutôt épargné les USA, allant jusqu'à abriter des opposants nicaraguayens.

Enfin, même l'OEA —Organisation des Etats américains— n'est plus un allié sur lequel les USA peuvent compter, comme l'a montré la dernière session lors de laquelle les Etats membres ont soutenu la Colombie contre le Honduras.

LES USA ISOLÉS

Sur le plan international, l'isolement des Etats-Unis sur cette question s'est accru avec les prises de position de pays européens et avec la dernière conférence des pays non-alignés. Le représentant du gouvernement salvadorien a d'ailleurs admis que la délégation qu'il a présidée à la réunion des pays non-alignés n'a pu prendre contact qu'avec un nombre limité de pays.

En outre, la conférence a émis un document dans lequel elle se prononce pour une solution négociée avec la participation de toutes les forces représentatives, y compris le FDR-FLMN. Enfin, lors du récent Congrès de l'Internationale socialiste au Portugal, le Parti socialiste français a proposé la convocation d'une réunion internationale pour la diminution des tensions en Amérique centrale.

Doit-on en conclure que l'engagement accru des Etats-Unis dans la région est la manifestation du désespoir d'une superpuissance sur la défensive dans son arrière-cour même? Ce serait sans doute aller un peu vite en besogne, encore que le soutien US à la Grande-Bretagne lors de la guerre des Malouines ait fortement déplu aux pays latino-américains, traditionnellement «alliés» des Etats-Unis.

C'EST LA MISERE QUI ENGENDRE LA RÉVOLTE

Lors de la fête de solidarité avec l'Amérique latine organisée en juin 1982 à Massy, le président du FDR a souligné que la confrontation Est-Ouest n'est pas à l'origine des conflits en Amérique centrale, contrairement à la thèse américaine qui accuse Moscou et Cuba d'être les instigateurs de la guérilla salvadorienne.

«Seuls les ignorants ou les mal-intentionnés persistent à attribuer à des causes externes, la naissance des conflits sociaux, économiques et politiques en Amérique centrale. Aujourd'hui, on connait les sentiments de rejet envers les régimes oligarchiques et militaires, vassaux domestiques de l'empire, qui violent massivement et systématiquement les plus élémentaires droits humains.

«Aujourd'hui, on sait très bien qu'en 1954, la CIA et la United Fruit Company ont œuvré de manière décisive pour qu'un président du Guatemala, élu à la suite d'élections libres et démocratiques, soit renversé pour imposer à sa place un régime militaire répressif qui dure encore et qui a provoqué la mort de milliers de personnes innocentes.

«Aujourd'hui, nous connaissons l'histoire du Nicaragua, nous savons que la dynastie des Somoza fut le produit d'une intervention armée des marines nord-américains.

«Nous savons aussi qu'en 1932, au Salvador, en pleine crise mondiale, une insurrection paysanne fut écrasée faisant 30 000 victimes, inaugurant ainsi le système de régimes oligarchiques militaires encore en vigueur actuellement. (...)

«Il suffit également d'ajouter que 60% de la richesse appartient à 1,6% de la population et que le Salvador a la plus basse consommation de calories par tête d'Amérique latine. Et finalement que 40% de la population est analphabète, 60% de cet analphabétisme étant localisé dans les zones rurales.»

L'ARMÉE SALVADORIENNE PERD L'INITIATIVE

Depuis trois mois, la guérilla salvadorienne a pris l'initiative dans la lutte contre l'armée, c'est ce qu'a expliqué au journal espagnol *El País*, Salvador Samayoa, dirigeant des guérilleros :

«Nous vivons le début d'une phase décisive de la guerre, l'armée du gouvernement ne peut résoudre le grand dilemne qui se pose à lui : déployer ou concentrer ses troupes.

«S'il les déploie, il ne peut éviter leur anéantissement par la guérilla, s'il les concentre dans les chefs-lieux des départements, comme il le fait actuellement, il perd le contrôle de vastes zones qui passent entre nos mains sans pour cela nous empêcher de causer de fortes pertes à ses troupes concentrées...

«L'armée s'est repliée sur ses arrières, nous avons capturé durant ces trois derniers mois une quantité d'armes supérieure à la moitié de ce que nous lui avions arraché l'année dernière. La politique du FDR-FMLN de respect de la vie des prisonniers a été dévastatrice pour l'armée comme le prouve le taux élevé de redditions et de désertions. Depuis janvier, plus de 300 militaires, parmi lesquels des officiers, se sont rendus. (...)

«A partir d'octobre dernier, nous avons pu garder l'offensive de façon continue, ce que nous ne pouvions pas faire avant. (...)

«Je ne dis pas que l'armée salvadorienne est en déroute, mais je suis d'accord avec le conseiller nord-américain au Salvador qui affirme que le moral des troupes gouvernementales est à zéro.

Deux ans déjà depuis le 10 mai... Cet anniversaire ne sera pas très joyeux dans les rangs ouvriers et populaires, que les derniers mois ont parfois clairsemés, souvent désorientés et même accablés. Pourquoi le cacher? Cet anniversaire trouve les militants à gauche, en interrogation et en discussion, en amertume ou en colère. Les dernières mesures gouvernementales venues, après les coups durs des municipales, renforcer le tournant de l'austérité décidé en juin 82, ont alourdi le climat général, tandis que la droite se fait de plus en plus agressive et que le patronat reste sur le pied de guerre, contre les travailleurs.

Ces dernières mesures ne sont ni accidentelles ni provisoires; elles éclairent les choix économiques et politiques de fond retenus par le gouvernement depuis le 10 mai. De ces choix, Serge Depaquit pour le PSU, Alain Krivine pour la LCR, Pierre Bauby et Camille Granot pour le PCML ont parlé ensemble. Ils ont parlé surtout «économie» : cela ne surprendra personne. Ils n'ont pas fait le tour de toutes les questions. Ils ne sont pas les seuls à réfléchir comment agir au mieux dans le sens des travailleurs. La discussion contradictoire engagée ici, s'élargira, nous le souhaitons, à toutes les forces politiques, syndicales, associatives, qui, à gauche, souhaitent agir dans le sens des intérêts ouvriers et populaires.

...des choix gouvernementaux depuis le 10 mai

Commençons par parler des mesures gouvernementales récentes. Pour nous, elles constituent une accentuation de la politique d'austérité déjà mise en œuvre depuis juin 82, qui a été un tournant. C'est la grande masse des travailleurs qui va être touchée, par les hausses de tarifs publics qui frappent tout le monde et le 1% qui frappe à partir de salaires très bas. Ce sont des mesures néfastes qui manifestent le renforcement d'une ligne stratégique qui consiste à faire payer les objectifs économiques à la classe ouvrière.

L'AUSTÉRITÉ, LA CRISE

Il faut se mettre d'accord sur la nature de la crise. Pour nous, c'est une crise de surproduction liée aux contradictions du système capitaliste, qui s'accompagne de phénomènes de récession, de baisse de la production. Trois politiques étaient possibles. Celle tentée au début du septennat, visait à relancer la consommation pour relancer la production. Elle a totalement échoué, ne serait-ce que parce que le patronat n'était pas prêt à augmenter les salaires.

Une autre attitude, prise à partir de juin 82, est une réponse des plus classiques à la crise : il s'agit de pallier la baisse tendancielle du taux de profit en s'efforçant d'augmenter le profit des entreprises par tous les moyens. Le gouvernement de gauche a le mérite de la franchise puisqu'il parle sans cesse d'aider les entreprises à empêcher la baisse de leur taux de profit. Réponse classique puisqu'elle aboutit aux mêmes politiques menées par les bourgeoisies européennes, celle de Thatcher ou de la RFA : réduire la partie sociale du salaire, les salaires indirects, les dépenses –dites improductives– en termes de santé, cadre de vie, culture... Servir le patronat dans le cadre de l'économie capitaliste, et, partant de là, mener une politique aux dépens des travailleurs, constitue un choix politique désastreux et suicidaire. Le plan d'austérité est pire que celui de Barre, car la situation a empiré et parce que le gouvernement de gauche pense pouvoir bénéficier d'une relative paix sociale. Mais cela va à l'impasse, à l'augmentation de l'inflation, à 2 à 300 000 chômeurs en plus et à un troisième et quatrième plan d'austérité.

Une troisième politique possible ne peut passer que par une politique de rupture avec le système.

On a beaucoup évoqué le «parler vrai» à gauche. Si on parle vrai, on dit que c'est une politique d'austérité. Mais elle ne va pas jusqu'au bout. La politique française est moins «austère» que celle de Reagan ou de Thatcher. Il y a eu compromis entre la «ligne Delors» monétariste et la pression des partis politiques, PS, PCF, et des syndicats. Or, une politique monétariste, pour être efficace dans les conditions actuelles doit s'accompagner d'une restructuration quasiment sauvage du capitalisme, avec un coût social énorme, des millions de gens mis au chômage, etc. Comment un gouvernement socialiste pourrait-il aller jusqu'au bout d'une telle politique?

Par ailleurs, la crise contient les éléments d'une phase de surproduction, mais sa donnée fondamentale est d'être liée à une période de repartage très étalée dans le temps qui s'accompagne d'une mutation technologique et sociale très importante. Dans ce cadre, l'appareil productif français est extrêmement affaibli, assisté. A preuve, la dévaluation ne lui profite pas. Il ne suffit pas de dire «procédons à des transformations sociales» pour résoudre de tels problèmes. On ne peut pas couper l'économie française de ses rapports avec l'Allemagne, par exemple – le tiers de son commerce. Sinon, on arrête l'industrie française et c'est des millions de chômeurs. Nous avons toujours dit aux autres forces de gauche que les discours sur les sorties de la crise ne tiennent pas la route. La crise existe, elle va, vraisemblablement, durer, mais aussi elle véhicule des rapports sociaux, une division internationale du travail qui ne vont pas dans le sens du socialisme. Compte tenu de cela, quels objectifs de transformation, quelles réformes de structure la gauche peut-elle se fixer? Quelle marge de manœuvre trouver quand on est complètement intégré aux rapports internationaux? La discussion sur la sortie du SME est un problème monétaire et économique mais aussi et peut-être surtout politique. Sans tomber dans l'autarcie complète, on peut envisager un système de barrières. Nous parlons d'«économie autocentrée», c'est-à-dire que la politique industrielle doit prendre comme axe la demande domestique, au plan national comme régional.

Tu dis *«on est intégré aux rapports internationaux»*, mais ce sont les rapports d'un certain système. Il n'est pas d'une banalité primaire que d'affirmer que le responsable de la crise, c'est le système capitaliste... Tu dis *«il faut répondre à la demande domestique»*, je dirais «aux besoins sociaux»: or, cela est complètement conflictuel avec la loi du profit. C'est l'impasse dans laquelle s'enferment tous ceux qui pensent s'en sortir dans le cadre du système actuel.

Un mot sur la crise. Crise de surproduction, de suraccumulation du capital, elle se situe dans le cadre des bouleversements mondiaux depuis la seconde guerre mondiale : la montée du Tiers Monde et la rivalité des deux superpuissances pour le repartage du monde. Outre le phénomène d'indépendance politique du Tiers Monde, il y a un phénomène de lutte pour un nouvel ordre économique international, qui aboutit aux rapports de forces actuels. On ne peut comprendre la crise que dans un contexte à la fois international et national : c'est une crise de l'impérialisme, lui-même.

Il y a bien eu un tournant en juin 82. Ayant accepté et même revendiqué la place de la France dans le marché impérialiste mondial – avec les implications de concurrence forcenée, de recherche de compétitivité – et ayant accepté les lois du système capitaliste en France même, le gouvernement s'est trouvé contraint de s'aligner de plus en plus sur les logiques économiques des autres pays impérialistes, les USA, la RFA, l'Angleterre. Les mesures récentes manifestent une accentuation en ce sens-là, ce qui n'est pas un alignement pur et simple sur Reagan et Thatcher, on n'en est pas là... Les propositions de Chirac, ce serait bien pire.

Le gouvernement actuel tente une «sortie de crise» par le redéploiement des capitaux français dans le cadre de la sortie de crise entreprise par les Etats-Unis, sans rupture d'avec les règles du système impérialiste. De la même façon, il n'y a pas eu de remise en cause sur le fond de l'appareil d'Etat; le gouvernement a parlé de «blocages» mais ne les a pas fait sauter...

Que le capitalisme soit responsable, c'est évident... Mais, il ne suffit pas de dire «rompre avec le système» pour résoudre la question. N'importe quel gouvernement, même le plus avancé, se poserait le problème de ses relations avec le monde extérieur. On ne peut reprocher cela aux socialistes.

Voilà pourquoi nous préférons parler de rupture avec l'impérialisme. La spécificité essentielle du capitalisme français aujourd'hui, c'est sa nature impérialiste qui a des implications dans les choix économiques, politiques et sociaux en France même, par rapport aux travailleurs immigrés par exemple; ou qui a induit une concentration du pouvoir politique et certaines formes institutionnelles de la Ve République, auxquelles le gouvernement de gauche n'a pas touché...

Quand l'on dit *«répondre à la demande domestique»* ou *«aux besoins sociaux»*, nous voyons cela à l'échelle planétaire, pas seulement à l'échelle française. La finalité de l'économie, c'est de répondre aux besoins populaires en France, notamment l'emploi et de soutenir l'effort de développement du Tiers Monde.

Je m'en tiens à des critères de classe, le Tiers Monde en soi, n'existe pas. Il y a des peuples du Tiers Monde, des processus de révolutions anticoloniales et anti-impérialistes qui se développent; il y a des bourgeoisies néo-coloniales dans le Tiers Monde que la bourgeoisie française continue à financer. Le Tiers Monde, les rapports Nord-Sud, c'est du fourre-tout, si on ne précise pas à quelle classe on s'adresse.

QUELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE AUJOURD'HUI

On ne peut pas socialiser l'économie d'un seul coup... Que proposer dans le type de situation d'aujourd'hui, d'économie mixte – un quart au nationalisé, trois quarts au privé – avec une insertion dans le marché international très importante?

D'un côté, il y a des politiques monétaristes avec un coût social élevé, des risques graves, la possibilité de retour de la droite. De l'autre, nous pensons que la seule solution, c'est de retrouver une certaine forme d'indépendance, une économie autocentrée, avec des protections sélectives. Exemple : on ne reconstruira pas l'industrie de la machine-outil si on ne la protège pas. L'industrie japonaise s'est développée ainsi : implantation préalable sur le marché intérieur... C'est le contraire de la politique de Barre : créneaux, franc fort... qui a conduit à l'effondrement de l'industrie dans certaines branches et au plan régional. Il faudrait l'inverse de la politique de Barre : protection sélective, reconquête du marché intérieur, ce qui implique de privilégier le déve-

loppement régional. Cela implique aussi de développer les pouvoirs des travailleurs. Par exemple, en ce qui concerne l'énergie, cela nécessite une politique très décentralisée, avec pouvoirs et activités des municipalités. C'est un développement à l'inverse du programme nucléaire centralisé, étatique, ne demandant pas une politique de développement social.

Il n'est pas faux, pour un gouvernement socialiste qui aurait une orientation claire de rupture avec le système capitaliste, forcément progressive, avec des phases de transition, de faire des compromis avec des forces, y compris avec des forces capitalistes. Il faudrait : 1) ne pas réduire la consommation populaire afin d'éviter une baisse de l'activité économique qui se traduirait inévitablement par une augmentation du chômage; 2) réduire celui-ci par une réduction massive du temps de travail; 3) amorcer la mise en œuvre d'un autre mode de développement dont j'ai fourni quelques éléments à propos de la politique industrielle; 4) dans cette perspective, donner les moyens aux entreprises de se restructurer (avec une réforme de la fiscalité); 5) redéfinir les rapports extérieurs du pays dans le sens d'une plus grande indépendance.

Comment peux-tu forcer les entreprises à investir, en période de récession où l'essentiel des capitaux est utilisé pour la spéculation?

C'est un compromis que tu fais avec eux... Avec la politique de Barre, on faisait des incitations à l'exploitation. Cela continue encore aujourd'hui. L'axe de la politique doit être la demande domestique, cela veut dire d'autres choix industriels, une autre fiscalité, une autre incitation des entreprises, une autre politique du secteur public...

Le dollar est un instrument privilégié pour les placements spéculatifs et les investissements des groupes impérialistes français à l'étranger. S'y attaquer, c'est s'attaquer à eux. Ne pas s'y attaquer, c'est accepter la baisse du pouvoir d'achat pour les travailleurs. L'agressivité des monopoles américains, japonais, allemands a pour pendant l'agressivité de l'impérialisme français sur les marchés étrangers. Il faut refuser cette règle du jeu, mettre en œuvre des mesures de rupture avec le système impérialiste mondial, cela permettant d'envisager une réorganisation de l'économie française.

La force du Tiers Monde n'est pas une vue de l'esprit; elle ne se réduit pas aux luttes de libération nationale des peuples. Le Tiers Monde constitue une force pillée, exploitée par les impérialismes, mais qui, contradictoirement, entrave l'impérialisme, constitue l'un de ses fossoyeurs... Les efforts de coopération Sud-Sud, certaines mesures conquises à l'ONU —la Convention sur le droit de la mer— s'attaquent à l'impérialisme. C'est vrai, il faut rompre avec d'anciens schémas et admettre la réalité : le Tiers Monde dans sa lutte immédiate impose et imposera de plus en plus une remise en cause des rapports avec les pays impérialistes. C'est la réalité du monde d'aujourd'hui qui instruit ce processus révolutionnaire... et non une vision romantique et généreuse de notre part. Voilà pourquoi l'établissement de relations économiques sur un pied d'égalité avec le Tiers Monde nous semble nécessaire dès aujourd'hui : prêts sans intérêts de la France proportionnels au volume des échanges, développement des transferts technologiques, suppression des tarifs douaniers pour les produits finis et semi-finis...

Ceci étant assorti d'autres mesures immédiates : l'augmentation sensible de la ponction sur les grandes fortunes et les plus-values importantes, la taxation des sorties de capitaux et des placements spéculatifs, le contrôle des prix et plus-values à tous les niveaux.

LE 10 MAI, LA MOBILISATION POPULAIRE

On s'enferme dans un débat économique. La gauche a été élue sur un projet politique, visant disait-elle, à commencer de sortir de la crise. Certes, la situation actuelle ne permet pas un passage immédiat au socialisme. D'accord pour dire que la période est liée à un rapport de forces entre les classes où des compromis sont indispensables. Mais pour quelle volonté, dans quel but? Réduire le chômage, augmenter le niveau de vie. Il faut tenir les deux bouts de la chaîne, à savoir prendre les mesures correspondant aux objectifs de 81, à la fois impliquant des mesures de rupture avec le capitalisme et permettant d'établir un rapport de forces favorable aux travailleurs, ces deux exigences étant liées. Il n'y aura mobilisation populaire que si les gens voient des mesures qui sont leurs. Derrière l'austérité, il n'y aura pas de mobilisation populaire. Plus il y aura mobilisation populaire, plus le rapport de forces sera meilleur, plus on pourra avancer davantage vers la satisfaction des revendications et imposer les mesures anticapitalistes indispensables. Exemple : dans le secteur public et nationalisé, on pourrait avoir une logique économique répondant aux besoins sociaux, et non la loi du profit. Les banques et le crédit nationalisés pourraient être une aide fantastique pour créer des emplois dans le cadre d'une planification orientée vers la satisfaction des besoins sociaux, décidée et contrôlée par les travailleurs. Exemple, l'acier : il n'est pas rentable au niveau du profit capitaliste, mais on a besoin d'acier : 800 000 logements, 300 000 places de crèches, des dizaines d'hôpitaux (objectifs du Programme commun) nécessitent de l'acier... Au niveau international, il faut renégocier une série de traités en s'appuyant sur le rapport de forces européen —la classe ouvrière européenne peut bouger si les 35h. sont appliquées en France... Par ailleurs, nous sommes pour le monopole du commerce extérieur, pour une banque centrale d'Etat, permettant le contrôle des investissements par les travailleurs... Ce n'est pas de la démagogie. De l'argent, il y en a : 90 milliards de fraude fiscale, 500 milliards en Suisse, 12 milliards pour le 7e sous-marin nucléaire, 20 milliards de dettes patronales à la Sécurité sociale, 50 milliards de budget militaire. Ce sont

des choix politiques à faire. On pourrait imposer cela, s'il y avait mobilisation. Ces choix ne sont pas faits, et cela n'a rien d'étonnant. On l'a vu depuis plus de trente ans; la politique du PS et du PCF, c'est la peur de la mobilisation des masses; ces partis n'ont jamais eu pour perspective de s'engager dans une épreuve de force avec le patronat. Mais nous ne sommes pas des «déçus du socialisme» car nous n'avions pas d'illusions. Cela était prévisible quand on voit ce qu'ils ont fait en 36, en 45, en 68. Depaquit appelle cela politique de compromis. J'appelle cela «collaboration de classes» liée à la nature du PCF et du PS, qui peut entrer en contradiction avec ce que beaucoup de militants de base pensent et attendent...

La question de la mobilisation populaire renvoie à l'appréciation du 10 mai 81. Sans doute faut-il y revenir. Le 10 mai est intervenu dans un contexte bien particulier après les attaques des plans Barre successifs d'après 76, après la division à gauche d'après 77 et les polémiques qui ont suivi. C'était un contexte de défensive de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Le 10 mai lui-même s'explique de manière très spécifique : il est le produit de la conjonction de la division de la droite d'une part et de l'affaiblissement électoral du PCF... Ces deux phénomènes permettent l'élection de François Mitterrand, et non un mouvement populaire de poussée. Cela explique bien des choses d'en revenir là. Ensuite, il y a la responsabilité gouvernementale d'avoir tourné le dos à toute perspective de mobilisation...

Le 10 mai, c'est autre chose : il y avait une volonté de changement fantastique...

Il ne faut pas rêver. François Mitterrand n'aurait pas été élu sans la division à droite et le score du PCF, même si le rejet de Giscard était fort dans le pays.

Par la suite, les mesures gouvernementales n'ont pas permis de répondre aux espoirs populaires ouverts par le 10 mai. Prenons l'exemple des nationalisations, «grande réforme» du septennat. Ou bien, on en fait des instruments de lutte, d'amélioration d'un rapport de forces, pour la satisfaction des besoins populaires et de nouveaux rapports avec le Tiers Monde. Ou bien, elles contribuent, comme ce fut le cas après 45, au renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat. Ainsi, la nouvelle loi de démocratisation du service public déposée sur le bureau de l'Assemblée est en-deçà de ce qui a été fait en 1945 en matière de statut et de droits des travailleurs.

Les derniers résultats des municipales reflètent un processus de démobilisation progressive. Les mesures d'austérité vont le renforcer. Et cela va profiter à la droite. Les grands partis nient la gravité d'une situation qui va empirer si le gouvernement poursuit dans cette voie.

Le 10 mai, tout n'était pas réglé : les masses n'ont pas poussé le gouvernement de gauche. La raison n'en revient pas seulement aux états-majors. Je ne partage pas cette vision simpliste d'une volonté populaire latente et d'une trahison des partis de gauche.

J'ai des désaccords avec la politique de ces partis que j'exprime en termes très concrets et très précis, à propos de la politique Delors, par exemple. C'est vrai que fondamentalement, les grands partis ne sont pas des forces qui s'appuient sur le mouvement populaire : elles sont unies, mais n'ont pas fait de comités unitaires à la base, par exemple. Encore que je ne sois pas de ceux qui disent que le PCF casse toutes les grèves...

Si on avait voulu un mouvement populaire qui ne soit pas un mouvement de contestation poujadiste, il aurait fallu ouvrir le droit à l'existence de pouvoirs nouveaux dans les entreprises, qu'il y ait des lieux de négociation dans lesquels s'exprime une nouvelle conscience collective des travailleurs.

En 68, il n'y avait pas les pouvoirs... et pourtant, il y a eu une mobilisation populaire.

68, c'était un phénomène très particulier, de fin de période de croissance. 81, c'est différent. Ceux qui ont cru qu'il y aurait un débordement, un mouvement de masse après la victoire électorale se sont trompés. Il y a désyndicalisation, car il y a la crise et la politique de la gauche au pouvoir. Il y a des raisons profondes à ce type de crise qui ne se réduit pas aux schémas anciens que nous pouvons avoir à ce sujet. Il y a, à la fois, des éléments de crise économique, de lutte pour le repartage des positions économiques et des mutations sociales, techniques, culturelles. De plus, la domination de la droite sur une longue période a en partie convaincu que l'on ne pouvait rien faire face à la crise.

Il faut examiner la désyndicalisation d'après 78, les difficultés de militantisme dans le mouvement ouvrier, comme des phénomènes profonds qui ont des causes objectives : des mutations économiques, sociales et culturelles dans la société tout entière et une difficulté ou incapacité du mouvement ouvrier lui-même à les comprendre et à les prendre en compte. Il est vrai, de 1971 à 1981, le Parti socialiste qui a connu une montée significative, a su intégrer bien du nouveau, sur un mode social-démocrate français. Reste que des conceptions et des pratiques anciennes du mouvement ouvrier et communiste entravent la mobilisation populaire : une conception selon laquelle les partis créent le mouvement populaire et décident en son nom. En France, le mouvement ouvrier et populaire existe, est organisé et multiforme; aucune volonté hégémoniste ne peut aller contre. Quand Jean Poperen dit que le PS représente en son sein l'ensemble du mouvement populaire, cela ne va pas. Ne pas respecter la diversité du mouvement, associations, petites organisations, prétendre parler en leur nom, conduit à réduire toutes les potentialités et à décourager les plus actifs... Il y a une crise généralisée dans les rangs ouvriers et populaires qui exige un renouveau. ■

VIVRE EN CHANTANT CHANTER LA VIE

LE PRINTEMPS DE BOURGES

Créé en 1977, le *«Printemps»* accueillait l'année dernière plus de cinquante mille personnes pour quarante-deux spectacles. Menacé de gigantisme, il risquait de perdre ce qui fait sa spécificité : la rencontre entre la vie et la chanson, la fête où l'intérêt est aussi bien dans les spectacles qu'au dehors. Les organisateurs ont réagi en tablant sur une ouverture au rock, en développant le «tremplin» des jeunes talents et en mettant l'accent sur les créations inédites avant Bourges. Pari partiellement tenu, rendez-vous l'année prochaine...

LE ROCK A BOURGES

«Les rois fainéants», «Gun club», «U2», «Sapho», «Lili Drop», Ubik», «Virgin Prunes», «Indochine», «Kevin Coyne», et j'en passe ; le rock entre cette année par la grande porte à Bourges.

Longtemps méprisé par les édiles culturelles, laissé aux mains des vampires du show-biz, le rock se voit enfin reconnu à part entière comme partie intégrante de la création musicale. Peut-être est-ce le début d'une nouvelle période pour ces milliers de jeunes qui, le plus souvent sans le moindre support matériel (en particulier au niveau des salles), essaient dans le rock de traduire la révolte, l'espoir, l'angoisse de leur génération, avec toutes ses contradictions. Jack Lang, de passage à Bourges, se déclarait sensibilisé sur la question, à témoin une salle de concert enfin digne de ce nom qui doit ouvrir à Bagnolet en 85. Espérons qu'effectivement, des mesures concrètes en découlent qui sortent les «rockers» de l'alternative : galère ou marchands de soupe.

LE «TREMPLIN»

La création du «tremplin» correspond à la volonté de promouvoir, en les intégrant dans la programmation officielle, de nouveaux talents au même titre que d'autres déjà plus confirmés. Cette formule permet à ces artistes, porteurs d'avenir dans la chanson, d'accéder à une audience plus large auprès du public et des professionnels du spectacle. Citons parmi ceux qui se sont produits cette année au «tremplin» : Michel Musseau, Winogradoff, Manuelle Campos, Maurice Reverdy, Rocking Chair, Café Noir, Jérome Berrichon, Jean-Claude Bramli, etc.

Mais, du coup, la «scène ouverte» où se produisent des artistes méconnus ou débutants fait un peu, cette année, figure de parent pauvre. On a l'impression que sa programmation sur une seule salle a quelque peu bloqué la richesse d'expression, la diversité, l'aspect vivier qui fait sa force, en limitant le nombre de prestations. Il serait bon qu'à l'avenir, on lui donne toute la place qu'elle mérite. C'est là également que peut s'exprimer la production issue des centres régionaux de la chanson, qu'on nous présente comme les piliers de la nouvelle politique en matière de chanson.

LES CRÉATIONS

J'avoue ne pas avoir été «convaincu» par les créations de ce Printemps. Créations auxquelles les organisateurs assignaient une importance toute particulière pour conserver un souffle novateur au festival.

Malheureusement, de souffle et de novation, les créations de cette année en manquaient singulièrement. Que ce soit avec «Odeurs» ou Ange et sa comédie musicale, le «Dakha» par la compagnie Armal, le spectacle sur Félix Leclerc, ou même le «Canto général» de Théodorakis et Neruda, le rendez-vous fut manqué.

ON ATTENDAIT LES BERRICHONS, LES BLACKS SONT ARRIVÉS...

Disons-le, le temps vraiment exécrable n'a pas favorisé cette année les rencontres «hors salle», l'animation de rue, la symbiose entre la ville et son festival.

Quant aux réactions de la population, certes en 83, plus de la moitié du public était berrichon, certes on n'en est plus aux premiers temps du festival quand certains commerçants baissaient leurs rideaux de fer avant l'arrivée des hordes chevelues! Les organisateurs ont mis en place, cette année, en parallèle, une «quinzaine commerciale» pour briser l'enclave. Mais on s'entend dire encore bien souvent : *«Ah, vous allez LA-HAUT»*, signe que le ghetto n'est pas encore complétement aboli, malgré les efforts méritoires du mouvement associatif de Bourges. Symptôme : l'absence complète des organisations syndicales sur le terrain, trahissant encore une fois une grande distorsion entre le mouvement ouvrier organisé et la jeunesse.

Terminons en évoquant un aspect peu ou pas souligné de ce festival : l'irruption des chanteurs et des mucisiens noirs. Moins quantitativement que qualitativement, ils ont marqué ce Printemps 83. Miles Davis, bien sûr (au passage, merci pour les places à 190,00 F à Pantin...), mais surtout des groupes plus représentatifs de l'éclosion de la nouvelle musique noire. Zaka et ses percussions folles qui vous mettent en transe, et puis Touré Kounda et Malavoi qui ont littéralement «volé» le show à Lavilliers, lors de la Nuit Noire, grand moment du festival.

Entre les Antillais et les Africains, il est grand temps de se brancher sur les «blacks». Sortez de l'hexagone et allez remuer vos fesses dans le Tiers Monde.

Le groupe Touré Kounda

On en reparlera, mais vous pouvez commencer dès maintenant...

Thomas ZEK

CINEMA

LES SACRIFIES

L'exil alourdit le cœur comme la boue grasse des «rues» du bidonville alourdit le pas. 1955, Mahmoud, expulsé d'Algérie, arrive en France. Décor : Nanterre; baraquements de bric et de broc sur fond de HLM. Ici, comme de l'autre côté de la Méditerranée, c'est la guerre. Nul n'y échappe. Les cadres du FLN sont là pour le rappeler à Mahmoud et aux autres. La caméra de Touita nous invite à un voyage dans un passé douloureux, pas si lointain de nous... mais d'un point de vue très peu abordé jusqu'ici par le cinéma algérien ou français (à part *«Elise ou la vraie vie»*, à ma connaissance). D'ailleurs, des parallèles, outre le lieu et l'action, existent entre l'excellent film de Drach et *«Les Sacrifiés»*.

En Algérie se mène une guerre sanglante, meurtrissante et dure au peuple. Mais c'est le sol natal; chaque rocher, chaque bosquet, chaque douar, chaque ruelle, y est le complice, l'ami du combattant. Sur le sol de France, la situation est pire. Le terrain est traître et les contradictions au sein du mouvement nationaliste démultipliées. Il faut se battre sur deux voire trois fronts simultanément : mener la lutte de «l'intérieur» contre l'ennemi colonialiste; maintenir l'unité de la communauté, l'empêcher de se désagréger face aux coups de la répression et, aussi... lutter contre les diviseurs du MNA, contre leurs actions terroristes. Rien n'est simple, rien n'est acquis d'avance...durant ces sept années amères. Certains y perdront la vie, d'autres l'honneur; Mahmoud y laissera sa raison et son amour. Tous y seront irrémédiablement meurtris. L'indépendance était à ce prix, à ce «sacrifice».

Pas à pas, d'année en année, on souffre, on rit, on s'enflamme avec Mahmoud et les siens. Leur joie communicative, l'humour des déshérités, succède aux instants d'intense émotion... Mais Hadj (le remarquable Sid Ali Kouiret) est là pour nous donner une formidable claque amicale dans le dos : *«T'es Algérien, ou quoi?»*.

Claude DHALLUIN

MUSIQUE

DECOUVRIR

DIMITRI CHOSTAKOVITCH

Depuis deux ans environ, on trouve sur le marché quelques disques du compositeur Dimitri Chostakovitch. Banal me direz-vous. Eh bien non! A part quelques enregistrements soviétiques édités par le *«Chant du Monde»*, nous n'avions droit, en Occident, qu'à quelques extraits disséminés dans des recueils de «musique russe».

Aujourd'hui, c'est la *Deutsche Gramophon* qui publie la dixième symphonie interprétée par l'orchestre philharmonique de Berlin sous la direction de Karajan. Pourquoi ce choix? «Parce que ce fut la première symphonie composée après la mort de Staline», nous explique-t-on dans la présentation de la pochette. Cela sous-entend qu'à partir de là une grande liberté créatrice était enfin possible et qu'auparavant les compositions de Chostakovitch étaient tout à fait mineures, de la même façon que, pour nos esthètes, longtemps les seules œuvres valables de Prokofiev n'étaient que celles datant d'avant son retour en URSS. Heureusement, le temps fait justice de telles allégations. Et tant mieux si le public découvre Chostakovitch à travers sa dixième symphonie dans laquelle on retrouve une technique élaborée dans les précédentes : l'utilisation de phrases musicales répétitives et de contrastes qui ont fait dire à certains critiques qu'il s'agissait d'une *«musique visuelle»*. Cette impression est approfondie par l'utilisation de percussions notamment dans l'admirable symphonie n°11, intitulée *«1905»*, ou de chants : symphonie n°13 *«Babi Yar»*. Mais surtout l'originalité de Chostakovitch, que certains voudraient éluder, réside dans son inspiration : les thèmes populaires (kirghizes dès sa première symphonie), la révolution (symphonies n°2, n°11, n°12), les travailleurs (n°13, *«1er Mai»*), le patriotisme (n°7, *«Léningrad»*) ou la reconstruction (oratorio *«Le chant des forêts»*), etc., autant de thèmes qu'il avait résumés ainsi : *«Je ne conçois pas en ce qui me concerne d'évolution musicale hors de notre évolution socialiste.»*

Serge SENEZ

Quinze années ont passé et la jeunesse de mai 68 étonne toujours et toujours stimule, quoi qu'on en dise, qu'on en écrive ou qu'on en taise aujourd'hui.

Et si nous ne sommes pas des nostalgiques des barricades et des lacrymogènes, nous ne crachons pas sur les aspirations de 68 sous prétexte qu'elles furent parfois outrances et imaginations. Comme nous ne partageons pas l'amertume produite par le reflux du printemps chaud, ni le mépris de nos inexpériences et de nos naïvetés d'alors. Nous nous revendiquons toujours de cette explosion puissante, où quelque vingt ans après la Libération, les nouvelles générations ont fait leurs premiers pas sur le terrain politique, social et culturel. Et leurs premières découvertes à grande échelle, du rôle de l'école, de la police et de l'appareil d'Etat, des élections comme du poids décisif de la classe ouvrière dans la transformation sociale.

Ce mouvement de la jeunesse, en quête parfois désespérée de fusionner avec le mouvement ouvrier, fut porteur d'une exigence fondamentale : celle de l'unité, de l'union, ouvriers, paysans, étudiants, immigrés, à l'intérieur et hors des frontières.

Quoi de mieux que les affiches militantes, réponses au tac au tac à l'événement, pour évoquer cette exigence toujours actuelle de mai 68 ?